

(1)

(N° 224.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 AVRIL 1914.

Projet de loi instituant une caisse de prévoyance de la pêche maritime (1).

AMENDEMENTS PRÉSENTÉS PAR LE GOUVERNEMENT.

NOTE EXPLICATIVE.

En déposant des amendements au texte proposé par la Commission spéciale, le Gouvernement rend hommage au travail qu'elle a élaboré.

Elle n'a pas hésité à poser deux principes féconds, d'une part en affirmant la nécessité d'assurer aux pêcheurs les avantages intégraux de la loi du 24 décembre 1903 et d'autre part, en rattachant directement le bénéfice de l'assurance au principe de l'obligation légale.

Ces deux idées fondamentales du projet ont été reprises par le Gouvernement qui se rallie de la sorte en substance à l'œuvre de la commission. Aussi, les amendements, qu'il a cru devoir y apporter, ont-ils avant tout été inspirés par des considérations pratiques d'équité.

D'après le système de la Commission, la caisse, qui groupe en une communauté obligatoire tous les chefs d'entreprise de pêche, est alimentée en ordre principal, d'abord par une cotisation uniforme fixée à fr. 3.50 par 100 francs de salaire, ou à 20 francs par an pour les pêcheurs naviguant à la part et ensuite, par un droit de 1 p. c. sur le produit de la vente du poisson dans les minques.

Cette égalité apparente dans la contribution consacre en réalité une inégalité profonde.

(1) Projet de loi, n° 8 (session de 1912-1913).

Rapport, n° 394 (session de 1912-1913).

L'équité veut que la cotisation d'assurance de chaque chef d'entreprise ou assuré soit proportionnée au risque de chaque entreprise.

Là où le risque est double, la prime ou la cotisation doit être également doublée.

Or, les éléments recueillis permettent d'affirmer que la plus grande inégalité de risque se manifeste entre les divers genres de pêche. Cette diversité s'explique par la nature du matériel employé et par le genre de navigation auquel il est affecté.

D'autre part, plus que toute autre, l'industrie de la pêche est appelée à évoluer et cette évolution aura pour conséquence nécessaire de modifier le risque au cours d'une période relativement brève.

Il apparaît dès lors comme impossible de consacrer « ne varietur » et par une loi, un taux d'assurance, forcément empirique.

L'expérience seule pourra préciser pour chaque catégorie de pêche, le pourcentage du risque, et cette précision graduelle sera d'autant plus délicate que le nombre d'unités dans chaque catégorie est relativement faible.

Une cotisation uniforme et fixée à 3 1/2 p. c. pour des risques qui paraissent s'échelonner entre 2.80 p. c. environ (chalutiers à vapeur) et 40 p. c. environ (grandes barques) ne peut être admise. Il doit en être de même d'une perception uniforme de 1 p. c. Mais ici une deuxième raison, également impérieuse, vient renforcer la première, à l'encontre du système de la commission. La perception sur le produit de la pêche, sur le bénéfice brut, lèse la justice distributive à raison de deux circonstances : une entreprise plus productive est plus fortement atteinte qu'une industrie moins productive ; à égalité de risques, la première paie pour la seconde, ce qui est inadmissible. Or, il est certain que tous les modes de pêche ne sont pas également productifs.

Ensuite, à égalité de bénéfice net, deux industries peuvent présenter des bénéfices bruts très différents. L'une peut avoir un minimum de frais généraux, telle la pêche à la voile, l'autre un maximum provenant, par exemple, d'un amortissement plus onéreux, de l'emploi de la vapeur etc., telle la pêche au moyen de chalutiers à vapeur.

A tous ces points de vue, l'équité doit être respectée, d'autant plus scrupuleusement, que le pouvoir législatif a pour devoir d'écarter toute mesure qui pourrait constituer une charge indue au détriment de la pêche à vapeur, en qui réside principalement l'avenir de la pêche belge.

La répartition équitable des charges ne peut se faire qu'en écartant tout empirisme.

Le libre jeu de l'offre et de la demande détermine la prime pour chaque catégorie et même pour chaque cas particulier.

En effet, les divergences peuvent se manifester même au sein d'une catégorie. L'armateur diligent et soucieux de la sécurité de son personnel présente assurément un risque moindre.

Il est juste, il est nécessaire qu'un avantage aussi louable lui profite, le cas échéant, et se traduise par une charge moindre. En principe, le chef d'entreprise doit être laissé libre dans le choix de son assureur.

En consacrant ce principe par les amendements qu'il dépose, le Gouvernement ne fait en quelque sorte que compléter la pensée de la commission. Celle-ci avait assuré le bénéfice du droit commun aux travailleurs de la mer ; il a cru indispensable d'étendre ce bénéfice aux chefs d'entreprise. Un pas de plus a ainsi été fait dans le sens de l'application de la loi de 1903 à l'industrie de la pêche. Mais cette application ne pouvait être pure et simple.

S'il est incontestable qu'en fait les marins-pêcheurs engagés au profit ou à la part doivent être considérés comme de véritables salariés, d'autre part il est à tout le moins contestable que le contrat des gens de mer soit assimilable au contrat de travail au sens de la loi du 10 mars 1900.

Quel que soit le mode de rémunération, que les gens de mer soient engagés au mois, au voyage ou au profit, le contrat qui les lie est toujours le contrat d'engagement maritime.

C'est ce contrat qui devait servir de base à l'assurance de tous les marins-pêcheurs dépendant d'un chef d'entreprise.

Le Gouvernement n'a pas cru pouvoir se borner à le dire.

L'application aux marins-pêcheurs du droit commun était impossible comme telle ; de nombreuses modifications de détail, la plupart inspirées du projet même de la commission, devaient venir altérer le texte de la loi du 24 décembre 1903.

Il eût sans doute été plus expéditif de procéder par renvois, mais il importait avant tout de rendre la loi intelligible pour les intéressés eux-mêmes : c'est pourquoi l'ensemble des dispositions de la loi de 1903 a été repris.

Le titre I consacre de la sorte l'assujettissement aux principes de cette loi, de toutes les *entreprises de pêche*, au profit de tous les marins-pêcheurs engagés.

Le Gouvernement n'a fait que reprendre à cet égard le système de la commission, mais en consacrant le droit, pour tout chef d'entreprise, de se couvrir à sa convenance.

A côté des pêcheurs soumis au titre I, se placent les pêcheurs indépendants. Pour ces derniers, le principe de l'obligation dérivant non d'un contrat, mais de la loi elle-même, a été maintenu tel que la commission l'avait établi. L'action gouvernementale, en ce qui les concerne, s'exerce par l'entremise de la caisse de prévoyance instituée par l'article 1^{er} du projet de la commission.

Mais cette action, pour être pratiquement efficace, ne pouvait se borner à imposer l'assurance aux pêcheurs indépendants. Il fallait également intervenir au profit de certaines catégories d'entreprises, leur assurer, moyennant une affiliation facultative à la même caisse et sous le contrôle de celle-ci, une aide efficace en vue de leur permettre de supporter les charges nouvelles que la loi leur imposait.

Déjà la commission avait reconnu que les patrons-armateurs, dont l'entreprise, en quelque sorte familiale, mérite une considération spéciale, devaient être encouragés par une réduction de la cotisation. L'idée a été reprise dans le texte de l'article 38. Cet article se borne à laisser à l'arrêté royal la fixation de cette réduction par catégories et à stipuler que l'excédent serait supporté

par le Gouvernement. Il était, en effet, difficilement admissible que cette partie de la charge de certaines catégories d'entreprises fût supportée par les autres catégories; d'autre part, le taux de l'intervention strictement limité aux besoins réels des intéressés, devait, pour s'adapter à ceux-ci, pouvoir varier d'une catégorie à l'autre et d'une période à la suivante. Un maximum seul devait être fixé. Le chiffre de 30 p. c. a été repris de la commission.

Outre les pêcheurs indépendants et les entreprises de patrons-armateurs, l'attention devait se porter sur l'industrie de la pêche à la voile.

Les charges étant proportionnées aux risques, cette industrie, en ce qui concerne la grande barque, aurait à supporter une cotisation assurément lourde, alors que jusqu'à présent elle a bénéficié d'une véritable faveur, grâce à l'organisation de la caisse d'Ostende. Or, l'intérêt de la pêche commande d'éviter ce brusque accroissement de charges, qui pourrait avoir pour effet d'enrayer plutôt que de faciliter le perfectionnement du matériel et, peut-être même, d'enlever à la pêche une partie de son personnel. Une intervention modérée paraît donc nécessaire, tout au moins au début. Cette intervention, dont le pourcentage sera à déterminer par catégories, permettra, en outre, d'encourager l'adoption du moteur auxiliaire et de faciliter l'application des mesures qui seront prescrites en exécution de la loi de sécurité.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, il est essentiel d'écarter de la loi la détermination des taux de cotisation. Tout autre système est empirique et condamnable.

Cette détermination sera faite par la caisse elle-même et approuvée par arrêté royal. Il va de soi que, si le Gouvernement croyait ne pouvoir approuver un taux, il aurait le droit d'y substituer un autre taux, plus équitable. Le taux préfixé ne constitue d'ailleurs qu'une base provisoire. Lorsque les charges d'un exercice auront été déterminées par la caisse, des ristournes ou une majoration éventuelle du taux de la cotisation assureront la balance de l'actif et du passif afférents à chaque catégorie. La cotisation sera, en outre, à chaque versement, corrigée en tenant compte des relevés de salaires ou de gains.

Ce système est le seul satisfaisant parce que, seul, il assure à chaque catégorie un équilibre parfait entre le risque et la charge.

Les cotisations sont recouvrées à l'intervention du receveur des droits maritimes. Dans les ports où il n'y a pas de receveur maritime, le commissaire maritime, conformément à la pratique actuelle, en remplit les fonctions.

Le nombre des affiliés à la caisse sera forcément restreint. S'il est inexact de dire que cette circonstance aggrave le risque, il n'est pas moins vrai qu'elle a pour effet de le rendre moins stable.

Des précautions doivent donc être prises et un fonds de garantie doit être prévu. C'est uniquement à cet égard qu'une perception sur le produit des minques a paru opportune. Cette perception, réduite d'ailleurs à 1/4 p. c., n'est pas destinée à couvrir le risque; elle échappe donc à toutes les critiques formulées plus haut. Elle est destinée à former une réserve. Si par suite

d'une répétition anormale de sinistres au cours d'une même période, la cotisation d'une catégorie apparaissait comme devant dépasser ce que cette catégorie peut raisonnablement supporter, une intervention du fonds de garantie serait permise. Ce dernier devrait ensuite être constitué par une taxe nouvelle. Il va de soi que la catégorie intéressée n'en serait pas moins obligée de restituer par des cotisations supplémentaires successives l'avance faite par le fonds de garantie.

Le forfait institué par la loi du 24 décembre 1903 et étendu à tous les pêcheurs engagés, porte sur le salaire ainsi que sur les frais médicaux et pharmaceutiques. Dans tous les cas où le forfait s'applique, c'est-à-dire dans tous les cas où il y a accident du travail, il était incompatible avec les dispositions des articles 102 et suivants du livre II du code de commerce, pour tout ce qui concerne le paiement des loyers, le traitement et le pansement. C'est pourquoi les obligations résultant de ces articles ont été réduites en pareil cas au rapatriement.

Les délibérations et les avis de la commission provinciale de pêche maritime n'ont cessé d'inspirer l'élaboration de ces amendements. La compétence reconnue de cet organisme est la meilleure garantie du caractère pratique du texte soumis à l'appréciation du pouvoir législatif.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes et Télégraphes,*

PAUL SEGERS.



AMENDEMENTS

TITRE I.

Réparation des dommages résultant des accidents du travail de la pêche maritime.

CHAPITRE I.

DES INDEMNITÉS.

ART. 1^{er}.

La réparation des dommages qui résultent des accidents survenus aux gens de mer des entreprises visées à l'article 2 dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat d'engagement, est réglée conformément aux dispositions du présent titre.

Sont considérés comme gens de mer, toutes les personnes, y compris les mousses et les apprentis, qui sont portées au rôle d'équipage d'un navire ou d'un bateau de pêche exploité par une des entreprises visées à l'article 2, ainsi que celles qui, même sans être enrôlées, travaillent à bord d'un bateau de pêche muni de la déclaration prescrite par l'article 22 de la loi du 20 septembre 1903 ou d'un bateau qui a fait l'objet de la déclaration prévue à l'article 3. Toutes ces personnes sont préalablement immatriculées par le commissaire maritime, d'office ou sur la déclaration que sont tenus de faire, dans les délais à déterminer

WIJZIGINGEN

TITEL I.

Vergoeding van de schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen in het zeevischersbedrijf.

HOOFDSTUK I.

VAN DE VERGOEDINGEN.

ARTIKEL EÉN.

De vergoeding der schade voortvloeiende uit ongevallen, overkomen aan zeelieden in de bij artikel 2 bedoelde ondernemingen, in den loop en ten gevolge van de uitvoering der arbeidsovereenkomst, wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van dezen titel.

Worden verstaan onder zeelieden, alle personen met inbegrip van de scheepsjongens en leergasten, ingeschreven op de monsterrol van een schip of van eene visschersboot geëxploiteerd door eene der bij artikel 2 bedoelde ondernemingen, alsmede degenen die, zelfs zonder aangemonsterd te wezen, arbeiden aan boord van eene visschersboot die voorzien is van de bij artikel 22 der wet van 20 September 1903 voorgeschreven verklaring, ofwel aan boord van eene boot die het voorwerp van de bij artikel 3 voorszene verklaring is geweest. Al die personen worden door den zeecommissaris voörafgaandelijk in het

par arrêté royal, le chef d'entreprise ainsi que le patron.

Sont assimilés aux gens de mer les préposés du chef d'entreprise qui se trouvent à bord, en exécution de leur contrat sans être portés au rôle d'équipage et dont le traitement annuel, fixé par le contrat, ne dépasse pas 2,400 francs.

L'accident survenu dans le cours de l'exécution du contrat d'engagement est présumé, jusqu'à preuve contraire, survenu par le fait de cette exécution.

Les fortunes de mer, telles que la tempête et la foudre, sont assimilées à des accidents.

ART. 2.

Sont assujetties à la présente loi les entreprises belges de pêche.

Sont considérées comme entreprises de pêche belges, celles qui s'exercent au moyen de navires au sens de l'article 1^{er} du Livre II du Code de Commerce, ou de bateaux munis de la déclaration prévue à l'article 22 de la loi du 20 septembre 1903 et qui ont pour objet la pêche en mer ou dans les eaux maritimes belges.

Un arrêté royal détermine les faits de pêche et l'étendue des eaux maritimes belges en vue de l'application de la présente loi.

stamboek opgeschreven, ambtshalve of op de aangifte welke het hoofd der onderneming alsmede de schipper hoeft te doen binnen de bij Koninklijk besluit te bepalen termijnen.

Met zeelieden worden gelijkgesteld de bedienden van het hoofd der onderneming die zich, tot uitvoering hunner overeenkomst, aan boord bevinden zonder op de monsterrol te zijn ingeschreven en wier jaarwedde, door de overeenkomst bepaald, 2,400 frank niet te boven gaat.

Het ongeval, in den loop van de uitvoering der arbeidsovereenkomst voorgekomen, wordt, zoolang het tegendeel niet is bewezen, verondersteld te zijn veroorzaakt door die uitvoering.

De zeeschade, veroorzaakt zooals door storm en bliksem, wordt met de ongevallen gelijkgesteld.

ART. 2.

Aan deze wet zijn onderworpen de Belgische ondernemingen van visscherij.

Worden verstaan onder Belgische ondernemingen van visscherij degenen die worden uitgeoefend door middel van schepen, in den zin van artikel één van Boek II van het Wetboek van Koophandel, of vaartuigen, beschikkend over de verklaring voorzien bij artikel 22 der wet van 20 September 1903, en die de visscherij in zee of in de Belgische zeewateren voor doel hebben.

Een Koninklijk besluit stelt het visschersbedrijf en de uitgestrektheid der Belgische zeewateren vast met het oog op de toepassing van deze wet.

Les accidents survenant dans les ports avant l'enrôlement ou après le licenciement des équipages continueront à être régis par la loi du 24 décembre 1903.

ART. 3.

Les propriétaires ou gérants de bateaux de pêche non munis de la déclaration prévue à l'article 22 de la loi du 20 septembre 1903, naviguant habituellement en mer ou dans les eaux maritimes, ont la faculté de se soumettre aux dispositions de la présente loi.

Ils feront à cet effet, le cas échéant, une déclaration expresse, dont il leur sera donné récépissé, au commissariat maritime du port d'attache.

Cette déclaration doit être portée à la connaissance des gens de mer. Le fait de cette connaissance peut être prouvé par toutes voies de droit.

ART. 4.

Lorsque l'accident a été la cause d'une incapacité temporaire et totale de travail de plus d'une semaine, la victime a droit, à partir du jour qui suit l'accident, à une indemnité journalière égale à 50 p. c. du salaire quotidien moyen.

Si l'incapacité temporaire est ou devient partielle, cette indemnité doit être équivalente à 50 p. c. de la différence entre le salaire de la victime antérieurement à l'accident et celui qu'elle peut gagner avant d'être complètement rétablie.

De ongevallen, die in de haven gebeuren vóór de aanmonstering of na de afmonstering van de bemanningen, blijven onderworpen aan de wet van 24 December 1903.

ART. 3.

De eigenaars of beheerders van visschersbooten, die niet beschikken over de verklaring voorzien bij artikel 22 der wet van 20 September 1903 en die gewoonlijk in zee of in de zeewateren varen, kunnen zich aan de bepalingen van deze wet onderwerpen.

Te dien einde zullen zij, in voorkomend geval, in het zeecommissariaat van de thuishaven eene uitdrukkelijke verklaring afleggen, waarvan hun een ontvangstbewijs zal worden afgeleverd.

Die verklaring moet den zeelieden ter kennis worden gebracht. Dat de kennisgeving gedaan werd, kan door alle rechtsmiddelen worden bewezen.

ART. 4.

Heeft het ongeval tijdelijke en volkomene onbekwaamheid tot werken gedurende meer dan eene week veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer, te rekenen van den dag na het ongeval, recht op eene dagelijksche vergoeding van 50 t. h. van het gemiddelde dagloon.

Betreft het eene tijdelijke onbekwaamheid die gedeeltelijk is of wordt, dan moet deze vergoeding gelijkstaan met 50 t. h. van het verschil tusschen het loon van het slachtoffer vóór het ongeval en het loon dat het slachtoffer kan verdienen alvorens geheel hersteld te zijn.

Si l'incapacité est ou devient permanente, une allocation annuelle de 50 p. c., déterminée d'après le degré d'incapacité, comme il vient d'être dit, remplace l'indemnité temporaire à compter du jour où, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère de la permanence. A l'expiration du délai de revision prévu à l'article 30, l'allocation annuelle est remplacée par une rente viagère.

ART. 5.

Le chef d'entreprise est tenu, conformément aux dispositions ci-après, des frais médicaux et pharmaceutiques causés par l'accident et faits pendant les six premiers mois.

Si le chef d'entreprise a institué, à sa charge exclusive, un service médical et pharmaceutique et en a fait mention dans une clause spéciale du rôle d'équipage, la victime n'a pas le choix du médecin et du pharmacien; il en est de même lorsque, à défaut de rôle d'équipage, les parties sont, par une stipulation spéciale du contrat d'engagement, convenues que le service est institué par le chef d'entreprise.

Dans les autres cas, la victime a le choix du médecin et du pharmacien; mais le chef d'entreprise n'est tenu qu'à concurrence de la somme

Indien de onbekwaamheid voortdurend is of wordt, dan vervangt eene jaarlijksche vergoeding van 50 t. h., bepaald volgens den graad van de onbekwaamheid, zooals hiervoren gezegd, de tijdelijke vergoeding, te rekenen van den dag waarop, hetzij door overeenkomst van partijen, hetzij door een eindvonnis, wordt vastgesteld dat de onbekwaamheid van voortdurenden aard is. Bij het eindigen van den termijn voor herziening, bepaald bij artikel 30, wordt de jaarlijksche vergoeding vervangen door eene lijfrente.

ART. 5.

Het hoofd der onderneming is, overeenkomstig de onderstaande bepalingen, verplicht tot betaling van de genees- en artseneijkundige kosten, door het ongeval veroorzaakt en gedaan gedurende de eerste zes maanden.

Heeft het hoofd der onderneming, uitsluitend op eigen kosten, eenen genees- en artseneijkundigen dienst ingesteld en daarvan melding gemaakt in eene bijzondere bepaling van de monsterrol, dan heeft het slachtoffer niet de keuze van geneesheer en apotheker; hetzelfde geldt als bij gebreke van monsterrol, partijen, bij eene bijzondere bepaling der arbeidsovereenkomst, zijn overeengekomen dat de dienst wordt ingesteld door het hoofd der onderneming.

In de overige gevallen heeft het slachtoffer de keuze van geneesheer en apotheker; doch het hoofd der onderneming is slechts gehouden

fixée à forfait par un tarif établi par arrêté royal.

Les indemnités pour frais médicaux et pharmaceutiques pourront être payées à ceux qui en ont pris la charge. Les personnes à qui ces frais sont dus ont une action directe contre les chefs d'entreprise.

ART. 6.

Lorsque l'accident a causé la mort de la victime, il est alloué, le cas échéant, les indemnités suivantes :

1° Une somme de 75 francs pour frais funéraires. Le dernier alinéa de l'article 5 est applicable à cette indemnité;

2° Un capital représentant la valeur, calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale à 30 p. c. du salaire annuel.

Ce capital est exclusivement attribué aux catégories de personnes ci-après désignées :

A. Au conjoint non divorcé ni séparé de corps, à la condition que le mariage soit antérieur à l'accident; toutefois, le veuf n'a droit à l'indemnité que lorsque la victime était son soutien;

B. Aux enfants légitimes, nés ou conçus avant l'accident, et aux enfants naturels reconnus avant l'accident, pour autant que les uns et les autres soient âgés de moins de 16 ans;

tot het bedrag van de som, eens voor al bepaald in een bij Koninklijk besluit vast te stellen tarief.

De vergoedingen voor genees- en artsenkundige kosten kunnen worden betaald aan hen die den last daarvan op zich hebben genomen. De personen, aan wie deze kosten zijn verschuldigd, kunnen ze rechtstreeks vorderen van het hoofd der onderneming.

ART. 6.

Heeft het ongeval den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden, bij voorkomend geval, de volgende vergoedingen toegekend :

1° Eene som van 75 frank voor begrafeniskosten. Het laatste lid van artikel 5 is van toepassing op deze vergoeding;

2° Een kapitaal vertegenwoordigende de waarde — berekend naar den leeftijd van het slachtoffer op 't oogenblik van het overlijden — van eene lijfrente gelijkstaande met 30 t. h. van het jaarlijksch loon.

Dit kapitaal wordt uitsluitend toegekend aan de hierna aangeduide groepen van personen :

A. Aan den niet uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot, onder voorwaarde dat het huwelijk vóór het ongeval is voltrokken; de weduwnaar heeft echter slechts dan recht op vergoeding wanneer het slachtoffer zijn steun was;

B. Aan de wettige kinderen, vóór het ongeval geboren of ontvangen, en aan de onechte, vóór het ongeval erkende kinderen, voor zoover beiden den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt;

C. Aux petits-enfants âgés de moins de 16 ans ainsi qu'aux ascendants, dont la victime était le soutien ;

D. Aux frères et sœurs, âgés de moins de 16 ans, dont la victime était le soutien.

Le conjoint n'a droit qu'aux trois cinquièmes du capital en cas de concours avec plusieurs enfants ; il a droit aux quatre cinquièmes en cas de concours, soit avec un seul enfant, soit avec un ou plusieurs ayants droit des autres catégories.

Les enfants ont la priorité sur les ayants droit des catégories C et D ; les ayants droit de la catégorie C excluent ceux de la catégorie D. Entre ayants droit d'une même catégorie, il y a lieu à partage égal par tête. Toutefois, à défaut de conjoint survivant, les petits-enfants viennent en concours avec les enfants, mais le partage a lieu par souche.

Les parts du conjoint et des ascendants sont converties en rentes viagères.

Les parts des autres ayants droit sont converties en rentes temporaires dont l'extinction aura lieu pour chacun à l'âge de 16 ans. Le juge peut toutefois, à la requête de tout intéressé, parties préalablement entendues ou appelées, ordonner un autre mode de placement du capital ; il peut aussi, dans les mêmes conditions, modifier équitablement la répartition du capital entre ayants droit appelés concurremment.

C. Aan de kleinkinderen, die den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt, alsmede aan de bloedverwanten in opklimmende lijn, wier steun het slachtoffer was ;

Aan de broeders en zusters, beneden de 16 jaren, wier steun het slachtoffer was.

Ingeval de echtgenoot te gelijker tijd met verscheidene kinderen optreedt, heeft hij slechts recht op drie vijfden van het kapitaal ; ingeval hij te gelijker tijd optreedt hetzij met één enkel kind, hetzij met een of meer rechthebbenden van de overige groepen, heeft hij recht op vier vijfden.

De kinderen hebben den voorrang boven de rechthebbenden van de groepen C en D ; de rechthebbenden van groep C sluiten die van groep D buiten. Onder rechthebbenden van dezelfde groep, wordt tot gelijke hoofdelijke verdeeling overg. gaan. Bij ontstentenis van een overlevenden echtgenoot, treden echter de kleinkinderen te gelijker tijd op met de kinderen, doch de verdeeling geschiedt staaksgewijs.

De deelen van den echtgenoot en van de bloedverwanten in opklimmende lijn worden omgezet in lijfrenten.

De deelen van de overige rechthebbenden worden omgezet in tijdelijke renten, die voor elk hunner eindigen op den leeftijd van 16 jaren. De rechter kan nochtans, op verzoek van elken belanghebbende, na vooraf partijen te hebben gehoord of opgeroepen, eene andere wijze van belegging van het kapitaal bevelen ; hij kan ook, onder dezelfde omstandigheden, de verdeeling van het kapitaal onder rechthebbenden, die

Le décès sera présumé et les indemnités prévues au présent article seront dues sans caution, après trois mois expirés, à compter du jour du départ ou du jour auquel se rapportent les dernières nouvelles reçues.

ART. 7.

La victime ou ses ayants droit peuvent demander que le tiers au plus de la valeur de la rente viagère leur soit payé en capital.

Le juge statuera au mieux de l'intérêt des demandeurs, après que le chef d'entreprise aura été entendu ou dûment appelé.

En cas d'incapacité permanente partielle, le juge peut aussi, dans les mêmes formes, à la demande de tout intéressé, ordonner que la valeur de la rente soit intégralement payée en capital à la victime, lorsque les arrérages annuels ne s'élèvent pas à 60 francs.

La valeur de la rente viagère sera calculée conformément à un tarif approuvé par arrêté royal et préalablement soumis à l'avis de la commission des accidents du travail.

ART. 8.

Le salaire servant de base à la fixation des indemnités s'entend de la rémunération effective allouée à la victime en vertu du contrat, même sous forme de parts ou d'autres bénéfices, pendant les deux années qui ont précédé l'accident,

te gelijker tijd optreden, naar billijkheid wijzigen.

Na volle drie maanden, te rekenen van den dag der afvaart of van den dag der laatst ontvangen berichten, zal het overlijden ondersteld wezen en zullen de bij dit artikel voorziene vergoedingen zonderborg verschuldigd zijn.

ART. 7.

Het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden kunnen vragen dat ten hoogste het derde van de waarde der lijfrente hun als kapitaal worde uitbetaald.

De rechter zal naar zijn beste weten in het belang van de aanvragers beslissen, na het hoofd der onderneming gehoord of hem behoorlijk opgeroepen te hebben.

Ingeval van gedeeltelijke voortdurende onbekwaamheid, kan de rechter eveneens, op dezelfde wijze, op verzork van elken belanghebbende, bevelen dat de geheele waarde der rente als kapitaal zal worden betaald aan het slachtoffer, wanneer de jaarlijksche rente 60 frank niet bereikt.

De waarde van de lijfrente wordt berekend naar een bij Koninklijk besluit goedgekeurd tarief, dat vooraf wordt onderworpen aan het advies van de commissie voor de arbeidsongevallen.

ART. 8.

Onder het loon, dat tot grondslag strekt voor de vaststelling der vergoedingen, wordt verstaan het werkelijke loon dat, ingevolge de overeenkomst, aan het slachtoffer werd toegekend, zelfs als aandeelen of andere winsten, gedurende de twee

dans l'entreprise où celui-ci est arrivé.

Pour les gens de mer occupés depuis moins de deux années dans l'entreprise, le salaire doit s'entendre de la rémunération effective qui leur a été allouée, augmenté de la rémunération moyenne allouée aux gens de mer de la même catégorie pendant la période nécessaire pour compléter les deux années.

Lorsque l'entreprise ne comporte qu'une période habituelle de travail inférieure à une année, le calcul de l'indemnité s'opère en tenant compte tant du salaire alloué pour la période d'activité que du gain de la victime pendant le reste de l'année.

Lorsque le salaire annuel moyen des deux années dépasse 2,400 fr., il n'est pris en considération, pour la fixation des indemnités, qu'à concurrence de cette somme.

En ce qui concerne les mousses et apprentis, ainsi que les gens de mer âgés de moins de 16 ans, le salaire de base ne sera jamais inférieur au salaire des autres gens de mer les moins rémunérés de la même catégorie professionnelle; il ne sera, en aucun cas, évalué à moins de 365 fr. par an.

En ce qui concerne les autres gens de mer, il ne sera jamais inférieur à 900 francs.

Le salaire quotidien moyen s'obtient en divisant par 365 le chiffre du salaire annuel déterminé confor-

jaren die aan het ongeval voorafgingen, in de onderneming waarin het zich voordeed.

Betreft het zeelieden die sedert minder dan twee jaar in de onderneming werkzaam zijn, dan wordt onder loon verstaan het hun toegekende werkelijke loon, verhoogd met het gemiddelde loon dat aan gelijksoortige zeelieden wordt toegekend gedurende het tijdperk noodig voor het volledigmaken van de twee jaren.

Geldt het eene onderneming waarvan de gewone werktijd minder dan één jaar duurt, dan wordt, voor de berekening van de vergoeding, gelet zoowel op het loon toegekend voor den werktijd als op de verdienste des slachtoffers gedurende het overige gedeelte van het jaar.

Gaat het gemiddeld jaarlijksch loon der twee jaren 2,400 frank te boven, dan komt het, voor de vaststelling van de vergoedingen, slechts tot het bedrag van deze som in aanmerking.

Betreft het scheepsjongens en leergasten, alsmede zeelieden die den ouderdom van 16 jaren niet hebben bereikt, dan gaat het tot grondslag genomen loon nooit beneden het loon van de andere minst betaalde zeelieden in hetzelfde beroep; in geen geval wordt het op minder dan 365 frank 's jaars geschat.

Betreft het de andere zeelieden, dan zal het nooit minder dan 900 frank mogen zijn.

Om het gemiddelde dagloon te berekenen, deelt men door 365 het cijfer van het jaarlijksch loon, over-

mément aux dispositions qui précèdent.

ART. 9.

Le Gouvernement peut, pour des catégories d'entreprises déterminées, décider que le salaire de base sera fixé d'après la moyenne annuelle des salaires alloués antérieurement à l'accident, pendant une période de dix ans au plus, sans préjudice du droit qu'a l'assuré d'établir que son salaire réel a dépassé cette moyenne.

ART. 10.

Les allocations déterminées aux articles qui précèdent sont à la charge exclusive du chef d'entreprise.

Toutefois, le chef d'entreprise est, sans préjudice de ce qui est dit à l'article 11, exonéré de cette charge s'il a contracté, pour le paiement des dites allocations, soit avec une société d'assurance agréée conformément aux dispositions du chapitre II du Titre I de la présente loi, soit avec la caisse d'assurance organisée en vertu de l'article 48, soit, enfin, dans le cas où la présente loi l'y autorise, avec la caisse de prévoyance instituée à l'article 52. En pareil cas, l'assureur est de plein droit subrogé aux obligations du chef d'entreprise.

A défaut d'avoir contracté comme il est dit ci-dessus, et sans préjudice des autres obligations résultant de la présente loi, les chefs des entre-

eenkomstig de vorige bepalingen vastgesteld.

ART. 9.

De Regeering kan, voor bepaalde soorten van ondernemingen, beslissen dat het tot grondslag te nemen loon zal worden vastgesteld naar het gemiddelde jaarlijksche loon dat, vóór het ongeval, gedurende een tijdperk van ten hoogste tien jaren werd toegekend, onverminderd het recht van den verzekerde te bewijzen dat zijn werkelijk loon dat gemiddeld loon heeft overtroffen.

ART. 10.

De in bovenstaande artikelen vastgestelde vergoedingen komen uitsluitend ten laste van het hoofd der onderneming.

Het hoofd der onderneming is echter, onverminderd hetgeen wordt gezegd in artikel 11, van dezen last ontslagen, indien hij, tot betaling van de genoemde vergoedingen, eene overeenkomst heeft gesloten hetzij met eene volgens de bepalingen van Hoofdstuk II, Titel I dezer wet, toegelaten verzekeringsmaatschappij, hetzij met de uit kracht van artikel 48 ingestelde verzekeringskas, hetzij ten slotte, in geval deze wet hem zulks toelaat, met de voorzieningskas ingesteld bij artikel 52. In zoodanig geval gaan de verplichtingen van het hoofd der onderneming van rechtswege over op den verzekeraar.

Onverminderd de andere verplichtingen voortspruitende uit deze wet, zijn de hoofden van bijzondere ondernemingen, die geene overeen-

prises privées sont tenus de contribuer au fonds spécial institué par l'article 20; ils peuvent néanmoins en être dispensés par arrêté ministériel, sur l'avis de la commission des accidents du travail, s'ils ont garanti le paiement éventuel des allocations dans les conditions et de la manière qui seront prescrites par arrêté royal.

ART. 11.

Les chefs d'entreprise ou leurs assureurs peuvent convenir avec les sociétés mutualistes reconnues par le gouvernement que celles-ci assumeront, pendant six mois au plus, à partir de l'accident, le service des indemnités qui seraient dues à leurs membres en cas d'incapacité de travail, à la condition toutefois qu'il soit justifié :

1° Que les débiteurs de ces indemnités ont pris à leur charge une quote-part de la cotisation de mutualité. Cette quote-part, déterminée de commun accord, ne pourra être inférieure au tiers ;

2° Que les sociétés intéressées accordent à leurs membres les mêmes secours en cas de maladie qu'en cas de blessure.

Si le secours journalier accordé par la société est inférieur à l'indemnité due en vertu de la présente loi, le chef d'entreprise est tenu de verser la différence.

komst hebben gesloten zooals hierboven is gezegd, verplicht bij te dragen tot het ingevolge artikel 20 ingestelde bijzonder fonds; zij kunnen echter daarvan worden ontheven bij ministerieel besluit, op advies van de commissie voor de arbeidsongevallen, indien zij de mogelijke uitkeering der vergoedingen hebben gewaarborgd onder de voorwaarden en op de wijze, bij Koninklijk besluit voor te schrijven.

ART. 11.

De hoofden van ondernemingen of hunne verzekeraars kunnen met de door de Regeering erkende maatschappijen van onderlingen bijstand overeenkomen, dat deze, gedurende ten hoogste zes maanden te rekenen van het ongeval, op zich nemen de uitkeering der vergoedingen die, in geval van onbekwaamheid tot werken, aan hunne leden mochten verschuldigd zijn, op voorwaarde nochtans dat blijkende :

1° Dat degenen die deze vergoedingen verschuldigd zijn een evenredig deel van de bijdrage ten behoeve van den onderlingen bijstand te hunnen laste hebben genomen. Dit in gemeen overleg vastgesteld evenredig deel mag niet minder zijn dan een derde ;

2° Dat de belanghebbende maatschappijen aan hare leden dezelfde hulp toestaan in geval van ziekte als in geval van verwonding.

Is de dagelijksche onderstand, door de maatschappij verleend, geringer dan de vergoeding verschuldigd uit kracht van deze wet, dan moet het hoofd der onderneming het verschil storten.

Un arrêté royal réglera les conditions auxquelles les sociétés mutualistes pourront assumer le service des secours tenant lieu de l'indemnité temporaire.

ART. 12.

Les indemnités temporaires sont payables aux mêmes époques que les salaires; les allocations annuelles et les arrérages des rentes sont payables trimestriellement par quart; les frais funéraires sont payables dans le mois du décès constaté ou présumé.

ART. 13.

Les indemnités dues en vertu de la présente loi aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit ne sont cessibles ni saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale.

La faculté d'abandon prévue aux articles 46 et 47 du Livre II du code de commerce n'est pas applicable aux obligations résultant de la présente loi.

CHAPITRE II.

DES GARANTIES ET DE L'ASSURANCE.

ART. 14.

Sauf dans les cas déterminés à l'article 16, le chef d'entreprise est tenu de constituer le capital de la rente, conformément au tarif visé à l'article 7, soit à la Caisse générale

Een Koninklijk besluit zal bepalen onder welke voorwaarden de maatschappijen van onderlingen bijstand de uitkeering van de onderstandsgelden, die de tijdelijke vergoeding vervangen, op zich kunnen nemen.

ART. 12.

De tijdelijke vergoedingen zijn betaalbaar op dezelfde tijdstippen als het loon; jaarlijksche vergoedingen en vervallen renten zijn betaalbaar om de drie maanden, telkens een vierde gedeelte; de begrafeniskosten worden betaald binnen eene maand na het vastgestelde of werkelijke overlijden.

ART. 13.

De vergoedingen uit kracht van deze wet verschuldigd aan slachtoffers van ongevallen of aan hunne rechtverkrijgenden, zijn niet vatbaar voor overdracht of inbeslagneming, tenzij wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud.

Het vermogen van overlating, voorzien bij artikel 46 en 47 van Boek II van het Wetboek van Koophandel, is niet toepasselijk op de verplichtingen welke voortspruiten uit deze wet.

HOOFDSTUK II.

VAN DE WAARBORGEN EN VAN DE VERZEKERING.

ART. 14.

Behalve in de gevallen voorzien bij artikel 16, is het hoofd der onderneming gehouden het kapitaal der rente, overeenkomstig het bij artikel 7 bedoelde tarief, te vestigen

d'épargne et de retraite, soit à un autre établissement agréé pour le service des rentes. Un arrêté royal déterminera les conditions requises pour cette agrégation, qui ne pourra être accordée par le Gouvernement que sur l'avis de la commission des accidents du travail.

La constitution du capital doit être effectuée :

En cas de mort de la victime, dans le mois de l'accord entre les intéressés et, à défaut d'accord, dans le mois du jugement définitif;

En cas d'incapacité permanente de travail, dans le mois de l'expiration du délai de revision prévu à l'article 50.

Toutefois, les établissements chargés du service des rentes peuvent, sous leur responsabilité, accorder des délais aux chefs d'entreprise.

Ces établissements sont, dans ce cas, subrogés aux actions et privilèges de la victime et de ses ayants droit.

ART. 15.

La créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droit est garantie par un privilège qui prend rang immédiatement après le 4^e et sous le 4^e bis de l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques.

Le présent article ne déroge pas aux dispositions du livre II du Code de commerce relativement aux privilèges.

hetzij bij de Algemeene Spaar-en Lijfrentkas, hetzij bij eene andere voor de uitkeering der renten toegelaten inrichting. Een Koninklijk besluit bepaalt de voorwaarden vereischt voor deze toelating, die door de Regeering slechts op advies van de commissie voor de arbeidsongevallen kan worden verleend.

De vestiging van het kapitaal moet geschieden :

In geval van overlijden van het slachtoffer, binnen éene maand na de overeenkomst tusschen de belanghebbenden en bij gebreke van overeenkomst, binnen éene maand na het eindvonnis;

In geval van voortdurende onbekwaamheid tot werken, binnen éene maand na het eindigen van den termijn voor herziening, bepaald bij artikel 30.

Echter kunnen de inrichtingen, die met de uitkeering der renten zijn belast, onder hare verantwoordelijkheid uitstel toestaan aan de hoofden van ondernemingen.

In dit geval, treden deze inrichtingen in de rechtsvorderingen en voorrechten van het slachtoffer en van zijne rechtverkrijgenden.

ART. 15.

De schuldvordering van het slachtoffer des ongevals of van zijne rechtverkrijgenden wordt gewaarborgd door een voorrecht dat, in rangorde, en onder n^o 4bis, onmiddellijk volgt op n^o 4^e van artike. 19 der wet van 16 December 1851 op de voorrechten en hypotheken.

Dit artikel doet geene afbreuk aan de bepalingen van Boek II van het Wetboek van Koophandel betreffende de voorrechten.

ART. 16.

Le chef d'entreprise est dispensé du versement du capital de la rente s'il justifie :

Qu'il a subrogé un assureur à ses obligations, conformément à l'article 10. Cette subrogation emporte libération du privilège établi par l'article 13 ;

Ou bien qu'il a garanti le service de la rente en déposant, conformément aux conditions à déterminer par arrêté royal, à la Caisse des dépôts et consignations ou à la Caisse générale d'épargne et de retraite, des titres d'une valeur suffisante pour assurer éventuellement la constitution du capital dont le versement n'a pas été effectué.

Il est également dispensé de verser le capital de la rente, si la constitution éventuelle de ce capital ou le service de la rente est assuré par une hypothèque, ou une caution, déclarée suffisante par le juge de paix, sauf appel, après que la victime ou ses ayants droit ont été entendus ou dûment cités.

Le jugement désigne les immeubles, navires ou bateaux grevés de l'hypothèque, l'objet de la garantie et la somme jusqu'à concurrence de laquelle l'inscription peut être prise.

Le juge peut aussi déclarer suffisante l'affectation, à la garantie dont il s'agit, d'une inscription, soit pour

ART. 16.

Het hoofd van de onderneming is ontslagen van de verplichting om het kapitaal der rente te storten, zoo hij bewijst :

Dat hij, overeenkomstig artikel 10, ten aanzien van zijne verplichtingen een verzekeraar in zijne plaats heeft gesteld. Deze overdracht heeft ontheffing van het bij artikel 13 gevestigde voorrecht ten gevolge ;

Of dat hij de uitkeering der rente heeft verzekerd door, overeenkomstig de bij de Koninklijk besluit te bepalen voorwaarden, bij de Deposito- en Consignatiekas of bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas titels neer te leggen, waarvan de waarde groot genoeg is om, bij voorkomend geval, de vestiging te waarborgen van het kapitaal waarvan de storting niet is geschied.

Hij is insgelijks ontslagen van de verplichting het kapitaal der rente te storten, indien de mogelijke vestiging van dit kapitaal of de uitkeering der rente is verzekerd door eene hypotheek of eene borgstelling, die door den vrederechter voldoende is verklaard, behoudens hooger beroep, nadat het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden zijn gehoord of behoorlijk opgeroepen.

In het vonnis worden vermeld : de met de hypotheek belaste onroerende goederen, schepen of booten, het voorwerp van de waarborg en de som tot welker bedrag de inschrijving mag worden genomen.

De rechter kan ook de aanwijzing, tot de bedoelde waarborg, van eene inschrijving op het grootboek der

la propriété, soit pour l'usufruit, au grand-livre de la dette publique.

Les inscriptions ou les oppositions sont requises, en vertu du jugement, soit par le greffier, soit par le procureur du roi, soit par la victime ou les ayants droit.

L'article 45 est applicable aux actes prévus par la présente disposition.

ART. 17.

Seront agréées aux fins de la présente loi, les caisses communes d'assurance contre les accidents, constituées par les chefs d'entreprise, ainsi que les compagnies d'assurance à primes fixes, qui se conformeront au règlement à établir par arrêté royal.

Les assureurs agréés sont astreints à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions à déterminer par le règlement.

Le montant des réserves ou cautionnements est affecté, par privilège, au paiement des indemnités.

Aucune clause de déchéance ne pourra être opposée par les assureurs agréés aux créanciers d'indemnités ou aux ayants droit.

ART. 18.

L'agrément sera accordée et révoquée par le gouvernement, qui prendra préalablement l'avis de la commission des accidents du travail.

Staatsschuld, hetzij voor den eigendom, hetzij voor het vruchtgebruik, voldoende verklaren.

Inschrijving of oppositie wordt, krachtens het vonnis, gevorderd hetzij door den griffier, hetzij door den procureur des konings, hetzij door het slachtoffer of de rechtverkrijgenden.

Artikel 45 is van toepassing op de acten, bij deze bepaling voorzien.

ART. 17.

Met het oog op deze wet worden toegelaten de gemeenschappelijke kassen van verzekering tegen ongevallen, door de hoofden van ondernemingen ingesteld, alsmede de maatschappijen van verzekering tegen vaste premiën die zich gedragen naar de bij Koninklijk besluit in te voeren verordening.

De toegelaten verzekeraars zijn verplicht reservefondsen of waarborgsommen te vestigen op de wijze zooals door de verordening zal worden bepaald.

Het bedrag van de reservefondsen of waarborgsommen wordt, bij voorrang, aangewend tot betaling van de vergoedingen.

Geene enkele bepaling van vervallenverklaring mag door de toegelaten verzekeraars worden ingeroepen tegen hen die eene vergoeding te vorderen hebben of tegen de rechtverkrijgenden.

ART. 18.

De toelating wordt verleend en ingetrokken door de Regeering, die vooraf het advies inwint van de commissie voor de arbeidsongevallen.

Les arrêtés royaux d'agrément et de révocation seront insérés au *Moniteur*.

La liste des sociétés agréées sera publiée tous les trois mois au *Moniteur*.

ART. 19.

Les caisses communes d'assurance contre les accidents, agréées en vertu de l'article 17, jouiront de la capacité juridique et des avantages attribués par la loi du 28 mars 1868 aux caisses communes de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, reconnues par le gouvernement.

Les statuts des caisses communes pourront stipuler que les indemnités du chef d'incapacité de travail seront, pendant un délai qui n'excèdera pas six mois à partir de l'accident, directement payées aux victimes par le chef d'entreprise ou par une caisse locale fonctionnant à son intervention, le tout sous la garantie de la caisse commune intéressée.

ART. 20.

La caisse d'assurance contre l'insolvabilité patronale, instituée, sous le nom de fonds de garantie, par l'article 20 de la loi du 24 décembre 1903, assume la garantie de l'insolvabilité patronale du chef des obligations dérivant de la présente loi; cette caisse a pour but de pourvoir au paiement des allocations dues en cas d'accident, lorsque le chef d'entreprise est en défaut de

De Koninklijke besluiten tot toelating en intrekking worden bekend gemaakt in den *Moniteur*.

De lijst van de toegelaten vereenigingen wordt, om de drie maanden, afgekondigd in den *Moniteur*.

ART. 19.

De uit kracht van artikel 17 toegelaten gemeenschappelijke kassen van verzekering tegen ongevallen genieten de rechtspersoonlijkheid en de voorrechten bij de wet van 28 Maart 1868 toegekend aan de door de Regeering erkende gemeenschappelijke voorzorgskassen ten bate van de werklieden der mijnen.

De statuten der gemeenschappelijke kassen kunnen bepalen dat de vergoedingen wegens onbekwaamheid tot werken, gedurende eenen tijd die, te rekenen van het ongeval, zes maanden niet te boven gaat, rechtstreeks aan de slachtoffers zal worden betaald door het hoofd van de onderneming of door eene plaatselijke kas waartoe hij bijdraagt, alles onder waarborg van de belanghebbende gemeenschappelijke kas.

ART. 20. — De kas van verzekering tegen het onvermogen der patroons, ingesteld onder den naam van waarborgfonds bij artikel 20 der wet van 24 December 1903, neemt op zich de waarborg van onvermogen der patroons uit hoofde van de verplichtingen welke voortvloeien uit deze wet; deze kas heeft voor doel in de betaling der vergoedingen, die bij een ongeval zijn verschuldigd, te voorzien, wan-

s'acquitter des obligations qui lui incombent.

Le fonds est rattaché à la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'intervention de ce fonds est subordonnée à la constatation préalable du défaut d'exécution des obligations du chef d'entreprise et, s'il y a lieu, de l'assureur. Cette constatation est faite par le juge de paix, dans les formes à établir par arrêté royal.

La caisse pourra exercer un recours contre les débiteurs défaillants; elle est subrogée aux droits, actions et privilèges des victimes ou des ayants droit, tant à l'égard des chefs d'entreprise qu'à l'égard des tiers.

Le recours contre les chefs d'entreprise est exercé, par voie de contrainte, comme en matière de contributions directes. Le fonds de garantie est alimenté par des cotisations mises à la charge des chefs des entreprises privées qui, sur réquisition de l'administration des contributions directes, n'auront pas justifié du contrat d'assurance prévu au deuxième alinéa de l'article 10 ou de la dispense visée au troisième alinéa du même article. Un arrêté royal règle la déclaration et les autres formalités à exiger en vue d'établir cette justification.

Le montant des cotisations est déterminé par arrêté royal, sur l'avis de la commission des accidents du travail.

neer het hoofd der onderneming in gebreke blijft aan de op hem rustende verplichtingen te voldoen.

Het fonds is verbonden aan de Deposito- en Consignatiekas.

De tusschenkomst van dit fonds heeft eerst plaats na voorafgaande vaststelling van het niet naleven der verplichtingen van het hoofd der onderneming, en, zoo daartoe aanleiding bestaat, van den verzeekerder. Deze vaststelling geschiedt door den vrederechter naar de bij Koninklijk besluit te bepalen voorschriften.

De kas heeft haar verhaal op de in gebreke blijvende schuldenaars; zij treedt in de rechten, vorderingen en voorrechten van de slachtoffers of van de rechtverkrijgenden, zoo wel ten aanzien van de hoofden van ondernemingen als ten aanzien van derden.

Het verhaal op de hoofden van ondernemingen geschiedt, bij dwangbevel, gelijk in zake rechtstreeksche belastingen. Het waarborgfonds wordt gevoed door bijdragen welke ten laste komen van de hoofden der bijzondere ondernemingen, die niet op aanzoek van het bestuur der rechtstreeksche belastingen het bestaan hebben doen blijken van de overeenkomst van verzekering, in het 2° lid van artikel 10 voorzien, of van de ontheffing, in het 3° lid van hetzelfde artikel bedoeld. Een Koninklijk besluit regelt de aangifte en de andere formaliteiten vereischt om de overeenkomst of de ontheffing te doen blijken.

Het beloop van de bijdragen wordt vastgesteld bij Koninklijk besluit, op advies van de commissie voor de arbeidsongevallen.

Les rôles d'assujettissement sont dressés, le recours des imposés s'exerce et les recouvrements sont opérés, au besoin, par voie de contrainte comme en matière de contributions directes.

CHAPITRE III.

DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE.

ART. 21.

Il n'est en rien dérogé aux règles générales de la responsabilité civile lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par le chef d'entreprise.

Sauf cette exception, les dommages résultant des accidents du travail ne donnent lieu, à charge du chef d'entreprise, au profit de la victime ou de ses ayants droit, qu'aux seules réparations déterminées par la présente loi.

Les dommages et intérêts ne seront, en aucun cas, cumulés avec ces réparations.

Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime et les ayants droit conservent contre les personnes responsables de l'accident, autres que le chef d'entreprise ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé conformément aux règles du droit commun; le chef d'entreprise sera, le cas échéant, exonéré de ses obligations à concurrence du montant des dommages et intérêts accordés.

De lijsten van aanslag worden opgemaakt, het recht van verhaal der aangeslagenen wordt uitgeoefend en de invorderingen geschieden, zoo noodig, bij dwangbevel, gelijk in-zake rechtstreeksche belastingen.

HOOFDSTUK III.

VAN DE BURGERLIJKE AANSPRAKELIJKHEID.

ART. 21.

Er wordt in geenen deele afgeveken van de algemeene regelen betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid, wanneer het ongeval opzettelijk is teweeggebracht door het hoofd der onderneming.

Met uitzondering van dit geval, geeft de schade, voortspruitende uit arbeidsongevallen, ten laste van het hoofd der onderneming en ten voordeele van het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden, enkel en alleen recht op de bij deze wet vastgestelde vergoedingen.

Schade en interesten kunnen in geen geval te gelijk met deze vergoeding worden gevorderd.

Onafhankelijk van de rechtsvordering die uit deze wet voortspruit, behouden het slachtoffer en de rechtverkrijgenden tegen andere aansprakelijke personen dan het hoofd der onderneming of zijne werklieden en aangestelden, het recht, overeenkomstig de regels van het gemeene recht, vergoeding van de geleden schade te eischen; het hoofd der onderneming wordt, bij voorkomend geval, van de hem opgelegde verplichtingen ontslagen, tot het bedrag van de toegekende schadeloosstelling.

L'action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, au lieu et place de la victime ou des ayants droit, s'ils négligent d'en faire usage.

ART. 22.

Les indemnités établies par la présente loi ne sont point dues lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par la victime.

Aucune indemnité n'est due à celui des ayants droit qui a intentionnellement provoqué l'accident.

ART. 23.

Toute convention contraire aux dispositions de la présente loi est nulle de plein droit.

CHAPITRE IV.

DES DÉCLARATIONS D'ACCIDENTS ET DE LA JURIDICTION.

ART. 24.

Tout accident survenu à l'une des personnes visées à l'article 1 de la présente loi, au cours de l'exécution du contrat d'engagement et qui a occasionné ou est de nature à occasionner soit la mort de la victime, soit une incapacité de travail, doit être déclaré par le chef d'entreprise ou son délégué ou par le patron ou la personne qui le remplace. Cette déclaration doit être faite dans les trois jours de l'arrivée du navire ou du bateau au premier port de relâche ou dans les trois jours de la nouvelle

De rechtsvordering tegen de derde aansprakelijke personen kan zelfs door het hoofd der onderneming, op zijn risico, worden ingesteld in de plaats van het slachtoffer of de rechtverkrijgenden, zoo deze verzuimen van dat recht gebruik te maken.

ART. 22.

De bij deze wet bepaalde vergoedingen zijn niet verschuldigd wanneer het ongeval door het slachtoffer opzettelijk is teweeggebracht.

Geene vergoeding hoegenaamd is verschuldigd aan dengene der rechtverkrijgenden die het ongeval opzettelijk heeft teweeggebracht.

ART. 23.

Elke met de bepalingen van deze wet strijdige overeenkomst is van rechtswege nietig.

HOOFDSTUK IV.

VAN DE AANGIFTE VAN ONGEVALLLEN EN VAN DE RECHTSMACHT.

ART. 24.

Elk ongeval dat aan een der personen, bedoeld bij artikel 1 van deze wet, is overkomen gedurende de uitvoering van de arbeidsovereenkomst en dat heeft veroorzaakt of van aard is om te veroorzaken hetzij den dood van het slachtoffer, hetzij eene onbekwaamheid tot werken, moet door het hoofd der onderneming of zijnen gelastigde of door den schipper of zijnen plaatsvervanger worden aangegeven. Die aangifte hoeft gedaan binnen de drie dagen van de aan-

de l'accident en cas de perte du navire ou bateau. Une déclaration d'accident pour tous les membres de l'équipage doit en outre être faite par le chef d'entreprise ou son délégué dans la huitaine qui suit l'expiration du délai prévu à l'article 6 *in fine* de la présente loi.

La déclaration est faite par écrit au commissaire maritime du port de relâche ainsi qu'au greffe de la justice de paix ou de la commission arbitrale compétente en vertu de l'article 26. La déclaration mentionne la nature et les circonstances de l'accident; elle indique, s'il y a lieu, le nom de l'assureur avec lequel le chef d'entreprise a contracté. Un arrêté royal déterminera, pour le surplus, la forme et les conditions de la déclaration ainsi que les cas dans lesquels un certificat médical devra y être joint, au frais du déclarant. A l'étranger, la déclaration est faite à l'agent consulaire. A défaut d'agent consulaire sur les lieux, elle est transmise dans les délais ci-dessus et par la voie la plus directe par les soins du patron lui-même ou de la personne qui le remplace, au commissaire maritime du port d'attache.

La déclaration de l'accident peut être faite, dans les mêmes formes, par la victime ou ses ayants droit.

komst van het schip of van de boot in de eerste tusschenhaven of binnen de drie dagen van de tijding van het ongeval zoo het schip of de boot vergaat. Bovendien moet eene verklaring van het ongeval voor alle leden van de bemanning gedaan worden door het hoofd der onderneming of zijnen gelastigde, binnen de acht dagen die volgen op het einde van den termijn, voorzien bij artikel 6 *in fine* van deze wet.

De aangifte wordt schriftelijk gedaan aan den zeecommissaris van de tusschenhaven alsook ter griffie van het vredegerecht of van de scheidsrechterlijke commissie die, krachtens artikel 26, bevoegd is. De aangifte vermeldt den aard en de omstandigheden van het ongeval; zij duidt aan, zoo daartoe aanleiding bestaat, den naam van den verzekeraar met wien het hoofd der onderneming eene overeenkomst heeft gesloten. Een Koninklijk besluit bepaalt verder den vorm en de vereischen der aangifte, almede de gevallen waarin, op kosten van den aangever, een geneeskundig getuigschrift daarbij moet worden gevoegd. In het buitenland wordt aangifte gedaan aan den consulaire ambtenaar. In geval er geen consulaire ambtenaar ter plaats is, wordt zij, binnen den bovenstaanden termijn en langs den snelsten weg, door den schipper zelf of door zijnen plaatsvervanger overgemaakt aan den zeecommissaris van de tusschenhaven.

De aangifte van het ongeval kan, met inachtneming van dezelfde vormen, worden gedaan door het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden.

En outre, la victime ou un autre membre de l'équipage ont, en mer, le droit de faire verbalement ou par écrit une déclaration d'accident au patron. Il en sera fait mention au livre de bord.

S'il résulte de la déclaration que le chef d'entreprise ne reconnaît pas que la présente loi soit applicable à l'accident signalé, à raison notamment des circonstances du fait ou de la qualité de la victime, le commissaire maritime ou l'agent consulaire fera une enquête sur les causes de l'accident. Lorsqu'il est procédé à une enquête en vertu de la présente disposition ou en vertu des lois et règlements relatifs à la police maritime, une expédition du procès-verbal d'enquête est transmise par le commissaire maritime au greffe de la juridiction compétente, ou par l'agent consulaire au Ministre des Affaires Étrangères. Récépissé de la déclaration est en tout cas envoyé par le greffier au déclarant.

Les parties ont le droit de prendre au greffe connaissance ou copie, à leurs frais, de la déclaration de l'accident, du certificat y annexé et, s'il y a lieu, de l'expédition du procès-verbal d'enquête.

ART. 25.

Les chefs d'entreprise ou leurs délégués, les patrons ou ceux qui les remplacent, qui contreviendront aux dispositions de l'article qui précède seront punis d'une amende de 26 à 200 francs.

In zee heeft het slachtoffer of een ander lid van de bemanning bovendien het recht den schipper mondeling of schriftelijk eene aangifte van het ongeval te doen. Daarvan zal melding gemaakt worden in het scheepsjournaal.

Blijkt het uit de aangifte, dat het hoofd der onderneming niet erkent dat deze wet van toepassing is op het aangegeven ongeval, met name wegens de omstandigheden waaronder het feit gebeurde of wegens de hoedanigheid van het slachtoffer, dan stelt de zeecommissaris of de consulaire ambtenaar een onderzoek in naar de oorzaken van het ongeval. Wordt tot een onderzoek overgegaan uit kracht van deze bepaling of uit kracht van de wetten en reglementen betreffende de zee-politie, dan wordt een afschrift van het proces-verbaal van onderzoek door den zeecommissaris naar de griffie van de bevoegde rechtsmacht, ofwel door den consulaire ambtenaar aan den Minister van Buitenlandsche Zaken gezonden. In alle geval wordt een ontvangstbewijs van de verklaring door den griffier aan den aangever afgeleverd.

Partijen hebben het recht, op hunne kosten, ter griffie kennis of kopij te nemen van de aangifte van het ongeval, van het daarbij gevoegd getuigschrift en, zoo daartoe aanleiding bestaat, van het afschrift van het proces-verbaal van onderzoek.

ART. 25.

De hoofden van ondernemingen of hunne gelastigden, de schippers of hunne plaatsvervangers, die de bepalingen van het vorige artikel overtreden, worden gestraft met eene boete van 26 tot 200 frank.

Les mêmes peines seront applicables au chef d'entreprise et au patron qui auront négligés de faire dans les délais déterminés, la déclaration prévue à l'article 1 de la présente loi.

En ce qui concerne la recherche et la constatation des contraventions, ainsi que les enquêtes en matière d'accidents, les commissaires maritimes et les agents consulaires sont investis des pouvoirs que confèrent les lois du 5 mai 1888 et du 11 avril 1896 aux inspecteurs du travail et les sanctions édictées par les dites lois s'appliquent aux chefs d'entreprise ou à leurs délégués; ainsi qu'aux patrons ou à ceux qui les remplacent qui mettraient obstacle à l'exercice de ces pouvoirs.

En cas d'infraction, les commissaires maritimes et les agents consulaires dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie du procès-verbal est, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant, à peine de nullité.

ART. 26.

Le juge de paix du canton dans le ressort duquel se trouve le port d'attache du navire ou bateau de la victime est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux gens de mer ou à leurs ayants droit, en vertu de la présente loi, ainsi que des demandes en revision de ces indemnités; il statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 500 francs, et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

Dezelfde straffen zijn toepasselijk op het hoofd der onderneming en op den schipper die verzuimen binnen de bepaalde termijnen de bij artikel 1 van deze wet voorgeschreven aangifte te doen.

Wat betreft het opsporen en vaststellen der overtredingen alsmede het onderzoek in zake ongevallen, zijn de zeecommissarissen en de consulaire ambtenaren bekleed met de bevoegdheden, aan de arbeidsofzieners toegekend door de wetten van 5 Mei 1888 en 11 April 1896, en kunnen de straffen, door deze wetten bepaald tegen de hoofden van ondernemingen of hunne gelastigden alsmede tegen de schippers of hunne plaatsvervangers, die zich tegen de uitoefening van die bevoegdheden mochten verzetten, toegepast worden.

In geval van overtreding, wordt door de zeecommissarissen en de consulaire ambtenaren een proces-verbaal opgemaakt, dat als bewijs geldt behoudens tegenbewijs. Een afschrift van het proces-verbaal wordt, binnen de acht en veertig uren, aan den overtreder afgegeven, op straffe van nietigheid.

ART. 26.

Alleen de vrederechter van het kanton tot wiens rechtsgebied de thuishaven van het schip of van de boot van het slachtoffer behoort, is bevoegd kennis te nemen van de rechtsvorderingen betreffende de vergoedingen die, uit kracht van deze wet, aan de zeelieden of hunne rechtverkrijgenden zijn verschuldigd alsmede van de eischen tot herziening van deze vergoedingen; hij doet uitspraak, in hoogsten aanleg, tot een bedrag van 500 frank, en,

Lorsque le port d'attache est divisé en plusieurs cantons, le juge compétent est celui dans le ressort duquel se trouve le commissariat maritime.

En ce qui concerne les entreprises affiliées à des caisses communes d'assurance agréées, les statuts de ces caisses peuvent stipuler que le jugement des contestations sera délégué à une commission arbitrale, laquelle statuera soit en dernier ressort, soit à charge d'appel devant le tribunal de première instance du siège de la caisse, suivant les règles visées au précédent alinéa. Cette stipulation sera portée à la connaissance des gens de mer dans la forme à déterminer par les statuts.

La commission arbitrale sera composée d'un magistrat, président, désigné à cette fin par le premier président de la cour d'appel, et d'un nombre égal de chefs d'entreprise et de gens de mer. L'organisation de la commission et la procédure d'arbitrage seront déterminées par les statuts, conformément aux dispositions du règlement prévu par l'article 17 de la présente loi.

ART. 27.

Même dans les cas de la subrogation prévue par l'article 10, 2^e alinéa, de la présente loi, la victime ou ses ayants droit ont toujours la faculté d'assigner directement le

in eersten aanleg, tot welk bedrag de eisch ook moge gaan.

Is de thuishaven verdeeld in verschillende kantons, dan is de bevoegde rechter deze in wiens rechtsgebied het zeecommissariaat zich bevindt.

Wat betreft de ondernemingen, die zijn aangesloten bij toegelaten gemeenschappelijke kassen van verzekering, kunnen de statuten van deze kassen bepalen dat de besissing over de geschillen zal worden opgedragen aan eene scheidsrechterlijke commissie; deze doet uitspraak hetzij in hoogsten aanleg, hetzij behoudens hooger beroep voor de rechtbank van eersten aanleg der plaats waar de kas haren zetel heeft, overeenkomstig de regelen in het vorige lid vastgesteld. Deze bepaling wordt ter kennis gebracht van de zeelieden op de wijze door de statuten vast te stellen.

De scheidsrechterlijke commissie wordt samengesteld uit eenen magistraat, voorzitter, te dien einde aangewezen door den eersten voorzitter van het hof van beroep, en uit een gelijk aantal hoofden van ondernemingen en zeelieden. De inrichting der commissie en de rechtspleging voor het scheidsgerecht worden door de statuten vastgesteld, overeenkomstig de bepalingen van de bij artikel 17 dezer wet voorziene verordening.

ART. 27.

Zelfs in het geval van overdracht, voorzien bij artikel 10, lid 2 van deze wet, staat het het slachtoffer of zijnen rechtverkrijgenden altijd vrij het hoofd der onderneming recht-

chef d'entreprise, sauf le droit de celui-ci de mettre l'assureur en cause.

La victime ou ses ayants droit ont, dans tous les cas, une action directe contre l'assureur, même non agréé; leur créance est privilégiée sur tout ce qui serait dû par lui au chef d'entreprise, à raison de l'assurance.

Il n'est point dérogé aux règles ordinaires de la compétence en ce qui concerne les actions dirigées contre les assureurs non agréés.

ART. 28.

Les parties ont le droit de comparaître volontairement devant le juge de paix pour faire constater leur accord en ce qui concerne les indemnités à allouer en suite d'accidents.

L'expédition du procès-verbal constatant cet accord sera revêtue de la formule exécutoire.

ART. 29.

Lorsque la cause n'est pas en état et notamment avant l'expiration du délai prévu à l'article 6 *in fine*, le juge a toujours le droit, même d'office, d'accorder une provision à la victime ou à ses ayants droit, sous la forme d'une allocation journalière.

Les jugements allouant des indemnités temporaires ou viagères seront exécutoires par provision,

streeks te dagvaarden, behoudens het recht van dezen om den verzekeraar in de zaak te betrekken.

Het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden hebben, in elk geval, eene rechtstreeksche vordering, zelfs tegen den niet toegelaten verzekeraar; hunne schuldvordering heeft een voorrecht op alles wat door hem aan het hoofd der onderneming wegens de verzekering verschuldigd mocht zijn.

Wat betreft de rechtsvorderingen tegen de niet toegelaten verzekeraars ingesteld, wordt niet afgeweken van de gewone regelen der bevoegdheid.

ART. 28.

Partijen hebben het recht vrijwillig voor den vrederechter te verschijnen, ten einde hun akkoord aangaande de vergoedingen die mochten verleend worden ten gevolge van ongevallen, te doen vaststellen.

Het afschrift van het proces-verbaal, waarbij dit akkoord is vastgesteld, wordt uitvoerbaar verklaard.

ART. 29.

Is de zaak nog niet in staat van wijzen en inzonderheid vóór het einde van den termijn voorzien bij artikel 6 *in fine*, dan heeft de rechter altijd het recht, zelfs ambts-halve, aan het slachtoffer of aan zijne rechtverkrijgenden voorloopig eene som toe te kennen in den vorm van eene dagelijksche tegemoetkoming.

De vonnissen waarbij tijdelijke vergoedingen of vergoedingen voor het leven worden toegekend, zijn

nonobstant l'appel et sans qu'il soit besoin de fournir caution. Toutefois, lorsqu'il y aura lieu d'accorder une rente dont le capital est exigible, le juge restreindra l'exécution provisoire au paiement des arrérages; dans ce dernier cas, le juge aura la faculté d'exiger caution du chef d'entreprise, si celui-ci n'a point subrogé un assureur à ses obligations.

En cas d'exécution forcée, s'il y a lieu de constituer le capital de la rente, le juge pourra, à la diligence de tout intéressé et même d'office, désigner un curateur *ad hoc* chargé d'opérer cette constitution au moyen des fonds recouvrés.

ART. 30.

L'action en paiement des indemnités prévues par la présente loi se prescrit par trois ans.

En cas de décès présumé, la prescription court à partir de l'expiration des délais prévus à l'article 6 *in fine*.

La demande en revision des indemnités fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime, ou sur le décès de celle-ci par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre parties ou du jugement définitif.

uitvoerbaar bij voorraad, ondanks hooger beroep en zonder dat het noodig is zekerheid te stellen. Is er echter grond voor de toekenning eener rente waarvan het kapitaal kan gevorderd worden, dan beperkt de rechter de voorloopige tenuitvoerlegging tot de betaling van de vervallen rente; in dit laatste geval staat het den rechter vrij te eischen, dat zekerheid worde gesteld door het hoofd van de onderneming, zoo deze niet ten aanzien van zijne verplichtingen een verzekeraar heeft gesteld.

Bestaat er, in geval van gerechtelijke tenuitvoerlegging, aanleiding tot het vestigen van het kapitaal der rente, dan kan de rechter, op aanzoek van elken belanghebbende en zelfs ambtshalve, eenen curator *ad hoc* aanstellen, die belast zal zijn met het vestigen van dat kapitaal door middel van de geïnde sommen.

ART. 30.

De rechtsvordering tot betaling van de schadevergoedingen, bij deze wet voorzien, verjaart door verloop van drie jaren.

In geval van vermoedelijk overliden loopt de verjaring te beginnen met het einde van de bepaalde termijnen, voorzien bij artikel 6 *in fine*.

De eisch tot herziening van vergoedingen, gegrond op eene verergering of op eene vermindering van de gebrekkelijkheid van het slachtoffer of op zijn sterven aan de gevolgen van het ongeval, kan ingesteld worden gedurende drie jaren, te rekenen van het akkoord dat tusschen partijen is getroffen of van het eindvonnis.

ART. 31.

L'action en paiement ou en revision des indemnités prévues par la présente loi ne peut, en aucun cas, être poursuivie devant la juridiction répressive; l'exercice en est indépendant de celui de l'action publique à laquelle l'accident donnerait éventuellement ouverture.

TITRE II.

Institution d'une Caisse de prévoyance de la pêche maritime.

ART. 32.

Il est institué par la présente loi, au profit des marins naviguant à la pêche, sur bâtiment belge, une caisse de prévoyance contre les accidents de leur profession sous la dénomination de Caisse de prévoyance de la pêche maritime.

Cette caisse aura son siège à Ostende.

Elle aura pour objet d'assurer la réparation des accidents survenus dans le cours et par le fait de leur activité professionnelle, conformément au titre I de la présente loi, sous les seules dérogations du présent titre :

A. Aux pêcheurs qui, n'ayant pas de contrat d'engagement, ne tombent pas sous l'application du titre I de la présente loi, soit :

1° aux patrons-armateurs, en ce qui concerne leur risque personnel;

2° aux pêcheurs exerçant seuls et à leur profit personnel l'industrie de la pêche en mer ou dans les eaux maritimes;

ART. 31.

De eisch tot betaling of tot herziening van de bij deze wet voorziene vergoedingen kan, in geen geval, worden gebracht voor den strafrechter; de uitoefening daarvan is onafhankelijk van de uitoefening der openbare rechtsvervolgving waartoe het ongeval mocht aanleiding geven.

TITEL II.

Instelling van eene Voorzieningskas voor het zeevischersbedrijf.

ART. 32.

Krachtens deze wet wordt, ten voordeele van de zeelieden, die op een Belgisch vaartuig ter vischvangst varen, eene voorzieningskas tegen beroepsongevallen ingesteld onder den naam van Voorzieningskas voor het zeevischersbedrijf.

Die kas heeft haren zetel te Oostende.

Zij heeft voor doel, overeenkomstig Titel I van deze wet en alleen met de bij dezen titel gesteide afwijkingen, de vergoeding te verzekeren van de schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen overkomen in den loop en ten gevolge van hunne beroepsbedrijvigheid :

A. Aan de visschers die geene arbeidsovereenkomst hebben en niet onder toepassing vallen van Titel I van deze wet, hetzij :

1° Aan de schippers-reeders, wat betreft hunne persoonlijke gevaren ;

2° Aan de visschers die alleen en in hun persoonlijk voordeel de vischvangst uitoefenen in zee of in de zee-wateren ;

3^o aux pêcheurs indépendants travaillant en commun.

B. Aux pêcheurs qui ne tombent pas sous l'application du titre I de la présente loi et qui ne pratiquent la pêche que temporairement ou accessoirement.

C. Aux pêcheurs qui tombent sous l'application du titre I de la présente loi et qui pratiquent la pêche au service d'un patron-armateur, ou qui sont rémunérés à titre principal au moyen de parts dans le produit de la pêche et exercent leur profession à bord d'un navire ou bateau à la voile ou mixte.

Ne sera considéré comme patron-armateur aux termes du littéra C du présent article que le pêcheur qui, exerçant sa profession à bord d'un navire ou bateau, est propriétaire effectif de la moitié au moins de ce navire ou bateau, et qui n'est pas propriétaire pour le tout ou pour partie de plus d'un navire ou bateau.

ART. 33.

Les pêcheurs visés à l'article 32 seront affiliés à la Caisse sur la déclaration que fera celui qui commande le bâtiment de pêche ou, dans les cas des littéras A et B de l'article 32 sur la déclaration de l'intéressé.

L'affiliation sera obligatoire pour les pêcheurs désignés sub littéra A dudit article.

Les pêcheurs visés à l'article 32 littéras A et B, seront immatriculés, aux fins de leur affiliation, par le commissaire maritime de leur port d'attache.

3^o Aan de onafhankelijke visschers die gemeenschappelijk werken.

B. Aan de visschers die niet onder toepassing vallen van Titel I van deze wet en die slechts tijdelijk of als bijzaak het visschersbedrijf uitoefenen.

C. Aan de visschers die onder toepassing vallen van Titel I van deze wet en die het visschersbedrijf uitoefenen in dienst van eenen schipper-reeder, of die in hoofdzaak bezoldigd worden door middel van aandeelen in de opbrengst van de visscherij en hun beroep uitoefenen aan boord van een schip of van eene boot met zeilen of met zeilen en motor.

Wordt, luidens letter C van dit artikel, slechts aanzien als schipper-reeder, de visscher die zijn beroep uitoefent aan boord van een schip of van eene boot waarvan hij, ten minste voor de helft, werkelijk eigenaar is en die niet, geheel of gedeeltelijk, eigenaar is van meer dan een schip of eene boot.

ART. 33.

De bij artikel 32 bedoelde visschers worden bij de Kas aangesloten op de verklaring van hem, die het visschervaartuig voert of, in de gevallen van letters A en B van artikel 32, op de verklaring van den belanghebbende.

De aansluiting is verplichtend voor de onder letter A van dat artikel aangewezen visschers.

De visschers, bedoeld bij artikel 32, letters A en B, worden, met het oog op hunne aansluiting, in het stamboek opgeschreven door den zeecommissaris hunner verblijfplaats.

ART. 34.

L'affiliation à la caisse sera facultative pour *les pêcheurs résidant en Belgique qui exercent leur industrie dans les eaux maritimes sans se servir d'un navire ou bateau.*

Ces pêcheurs seront immatriculés par le commissaire maritime de leur résidence.

ART. 35.

La Caisse de prévoyance de la pêche maritime jouira de la capacité juridique et pourra contracter, disposer et acquérir à titre onéreux et ester en justice, sauf les restrictions déterminées, s'il y a lieu, par arrêté royal.

La Caisse de prévoyance arrête chaque année la liste des assurés et leur classement suivant les articles 32, 33 et 34 ci-dessus; elle a le droit d'exclure celui qui ne remplit pas les conditions légales voulues pour bénéficier de l'assurance, sauf recours en dernière instance devant le juge de paix du port d'attache ou, dans le cas de l'article 34, de la résidence de l'intéressé; toutefois, le droit à l'assurance existe tant que l'affilié n'est pas exclu, à partir du jour de la déclaration faite au commissariat maritime.

ART. 36.

La caisse est alimentée à l'aide des ressources suivantes :

1° Les cotisations des proprié-

ART. 34.

De aansluiting bij de kas is niet verplichtend voor de in België verblijvende visschers die hun bedrijf uitoefenen in de zeewateren zonder zich van een schip of van eene boot te bedienen.

Die visschers zullen door den zeecommissaris hunner verblijfplaats in het stamboek worden opgeschreven.

ART. 35.

De Voorzieningskas voor het visschersbedrijf zal rechtsbevoegdheid genieten en kunnen overeenkomsten sluiten, beschikken en onder een bezwarenden titel aanschaffen en in rechten verschijnen, behoudens de beperkingen die, zoo er reden toe bestaat, bij Koninklijk besluit worden bepaald.

De Voorzieningskas stelt elk jaar de lijst vast van de verzekerden en hunner rangschikking volgens bovenstaande artikelen 32, 33 en 34; zij is gemachtigd te ontslaan al wie de vereischte wettelijke voorwaarden niet vervult om voordeel te trekken uit de verzekering, behoudens verhaal in laatste beroep bij den vrederechter van de thuishaven of, in het geval van artikel 34, van de verblijfplaats van den belanghebbende; nochtans blijft het recht op verzekering bestaan zoolang de aangeslotene niet ontslagen is, te beginnen met den dag der aangifte bij den zeecommissaris.

ART. 36.

De kas wordt in stand gehouden door middel van de volgende opbrengsten :

1° De bijdragen der eigenaars of

taires ou armateurs de bâtimens de pêche et celles des participants volontaires désignés à l'article 32 littéra B et à l'article 34;

2° Les dons et legs de particuliers;

3° Les subsides de l'Etat, des provinces, des communes et des établissemens publics;

4° Un droit sur le produit de la vente du poisson dans les minques du pays, dont le taux sera fixé par arrêté royal, sans qu'il puisse dépasser 0.25 p. c.

Ce droit sera suppléé par les acheteurs dans les minques du littoral et prélevé sur le produit de la vente du poisson dans les minques de l'intérieur. La dite taxe est exclusivement affectée à la création d'un fonds de garantie. Elle n'est perçue que pour autant que ce fonds n'atteigne pas 150,000 francs. L'arrêté royal détermine les cas dans lesquels la caisse pourra avoir recours au fonds de garantie.

Jusqu'à ce que ce fonds de garantie soit complet, des avances pourront être faites par l'Etat ou sous la garantie de l'Etat en vue d'y suppléer. Ces avances seront remboursées en dix annuités au maximum.

5° Les amendes et retenues provenant des peines disciplinaires.

ART. 37.

Les taux des cotisations par catégories sont fixés par la caisse et approuvés par arrêté royal. Ils sont établis en tenant compte de la proportion des risques inhérents à

reeders van visschersvaartuigen en de bijdragen der vrijwillige deelhieldenden, aangewezen bij artikel 32, letter B, en bij artikel 34;

2° De giften en legaten van bijzonderen;

3° De toelagen van den Staat, de provinciën, de gemeenten en de openbare inrichtingen;

4° Een recht op de opbrengst van den verkoop van visch in de mijnen des Rijks, waarvan het bedrag bij Koninklijk besluit zal worden vastgesteld zonder dat het 0.25 l. h. mag te boven gaan.

Dit recht zal in de mijnen van de kust door de koopers worden aangevuld en in de mijnen van het binnenland van de opbrengst van den verkoop van visch worden afgehouden. Gezegde taxe is uitsluitend bestemd voor de stichting van een waarborgfonds. Zij wordt alleen maar geïnd zoolang dit fonds geene 150,000 frank beloopt. Het Koninklijk besluit stelt de gevallen vast waarbij de kas haren toevlucht tot het waarborgfonds zal kunnen nemen.

Zoolang dit fonds niet volledig is, kunnen voorschotten door den Staat, of onder waarborg van den Staat, worden gedaan om het aan te vullen. Die voorschotten worden in ten hoogste 18 jaarlijksche aflossingen terugbetaald.

5° De boeten en afhoudingen voortkomende van tuchtstraffen.

ART. 37.

Het bedrag der bijdragen per klas wordt door de kas vastgesteld en bij Koninklijk besluit goedgekeurd. Voor het opmaken van dit bedrag wordt rekening gehouden met de

chaque genre de pêche.

Le recouvrement de toutes les cotisations est opéré à l'intervention des receveurs des droits maritimes ou des commissaires maritimes faisant fonctions de receveur. Toutes les règles relatives au recouvrement des contributions directes seront appliquées sous les dérogations suivantes :

1° Le privilège établi par l'article 23, 1°, du Livre II du Code de Commerce s'étend aux créances de la caisse ;

2° Le rôle est formé par le receveur et rendu exécutoire par le Directeur Général de l'administration de la Marine, qui désigne les porteurs de contraintes ;

3° Les frais irrécouvrables sont supportés par la caisse ;

4° Les réclamations sont soumises au comité de la caisse qui statue. Le recours est porté devant le juge de paix compétent aux termes de l'article 35. Le juge de paix statue sur requête, sans autres formalités. Cette décision est sans recours.

En aucun cas, ni directement, ni indirectement, les cotisations des propriétaires ou armateurs ne peuvent être mises à charge des assurés.

Le non paiement de la cotisation des affiliés volontaires peut ne pas entraîner la déchéance du droit à l'assurance si le comité de la caisse de prévoyance en décide ainsi.

verhouding van de risico's die eigen zijn aan elke soort van vischvangst.

De inning van alle bijdragen geschiedt door tussenkomst van de ontvangers der zeevaartrechten of van de zeecommissarissen welke dienst doen als ontvanger. Alle regelen aangaande de inning der rechtstreeksche belastingen worden toegepast mits de volgende afwijkingen :

1° Het voorrecht, vastgesteld bij artikel 23, 1°, van boek II van het Wetboek van Koophandel, strekt zich uit over de schuldvorderingen der kas ;

2° De rol wordt door den ontvanger opgemaakt en invorderbaar verklaard door den Algemeenen Bestuurder van het Beheer van het Zeewezen, die de dwangbevel dragers aanduidt ;

3° De oninbare kosten worden door de kas gedragen ;

4° De bezwaren worden onderworpen aan den raad der kas, die uitspraak doet. Het verhaal wordt onderworpen aan den luidens artikel 35 bevoegden vrederechter. De vrederechter beslist zonder andere formaliteiten over het verzoekschrift. Die beslissing is zonder verhaal.

In geen geval kunnen de bijdragen der eigenaars of reeders hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks ten laste van de verzekerden worden gelegd.

De nietbetaling van de bijdrage der vrijwillige aangeslotenen kan het verval van recht op de verzekering niet na zich slepen, zoo de raad der voorzieningskas er aldus over beslist.

ART. 38.

Les subsides de l'Etat, qui ne pourront excéder 50 p. c. de la cotisation, sont déterminés par arrêté royal pour chaque catégorie d'affiliés.

ART. 39.

La réparation a lieu même pour les pêcheurs non soumis au titre I de la présente loi, sur les bases fixées par les articles 4 à 7, 12 et 15, étant entendu que la Caisse de prévoyance peut agir en justice comme partie en cause dans les différends relatifs aux conséquences d'un accident.

ART. 40.

Pour les pêcheurs qui ne tombent pas sous l'application du titre I, le gain servant de base à la fixation des indemnités s'entend du bénéfice moyen réalisé par la victime dans l'industrie de la pêche au cours des deux années qui ont précédé l'accident.

Pour les pêcheurs occupés depuis moins de deux années dans l'industrie de la pêche, le gain doit s'entendre du bénéfice qui a été réalisé, augmenté du bénéfice moyen des pêcheurs de la même catégorie pendant la période nécessaire pour compléter les deux années.

Lorsque le gain annuel moyendépasse 2.400 francs, il n'est pris en considération pour la fixation des indemnités qu'à concurrence de cette somme.

ART. 38.

De toelagen van den Staat, die niet 50 t. h. van de bijdrage mogen overtreffen, worden voor elke klas aangesloten en bij Koninklijk besluit vastgesteld.

ART. 39.

De schadeloosstelling gebeurt zelfs voor de visschers die niet onderworpen zijn aan Titel I van deze wet, op de grondslagen vastgesteld bij artikelen 4 tot 7, 12 en 13 met dien verstande dat de voorzieningskas als betrokken partij in rechte mag handelen in de geschillen betreffende de gevolgen van een ongeval.

ART. 40.

Voor de visschers, die niet onder toepassing vallen van Titel I, wordt onder de verdienste, die tot grondslag dient voor de vaststelling van de vergoedingen, de gemiddelde winst verstaan welke door het slachtoffer in het visschersbedrijf werd verwezenlijkt tijdens de twee jaren die aan het ongeval voorafgingen.

Voor de visschers die het visschersbedrijf uitoefenen sedert minder dan twee jaar, hoeft onder verdienste verstaan de werkelijke, verwezenlijkte winst, vermeerderd met de gemiddelde winst der visschers van dezelfde klas gedurende den termijn die noodig is om de twee jaren te volledigen.

Zoo de gemiddelde jaarlijksche verdienste 2,400 frank overtreft, wordt zij slechts tot het bedrag van die som in aanmerking genomen voor de bepaling van de vergoedingen.

Le gain annuel servant de base à l'indemnité ne sera jamais inférieur à 900 francs.

Le gain quotidien moyen s'obtient en divisant par 365 le chiffre du gain annuel déterminé conformément aux dispositions qui précèdent.

ART. 41.

En matière de responsabilité civile, les articles 21, 22 et 23 du titre I sont également applicables aux marins-pêcheurs *qui ne tombent pas sous l'application de ce titre*, sous la réserve que l'indemnité incombe à la Caisse de prévoyance qui pourra éventuellement bénéficier de l'exonération prévue au paragraphe 4 *in fine* de l'article 21 et intenter l'action contre les tiers responsables.

ART. 42.

Tout accident survenu à un marin-pêcheur *qui ne tombe pas sous l'application du titre I*, doit être déclaré par la victime ou par ses ayants droit au commissaire maritime ou à l'agent consulaire, conformément à l'article 24 de la présente loi. Toutefois, les sanctions de l'article 25 ne sont pas applicables.

ART. 43.

La procédure instituée par le titre I de la présente loi est applicable aux pêcheurs *qui ne tombent pas sous l'application de ce titre*, sous cette réserve que la Caisse de prévoyance comparaît devant le juge de paix comme partie en cause.

De jaarlijksche verdienste, die tot grondslag van de vergoedingen moet dienen, zal nimmer minder dan 900 frank bedragen.

De gemiddelde dagelijkse verdienste wordt verkregen door het cijfer van de jaarlijksche verdienste, overeenkomstig de voorgaand eschikkingen bepaald, te deelen door 365.

ART. 41.

In zake burgerlijke aansprakelijkheid zijn artikelen 21, 22 en 23 van titel I mede toepasselijk op de zeevisschers *die niet onder de toepassing van dezen titel vallen*, onder voorbehoud dat de vergoeding ten laste valle van de voorzieningskas die, des gevallend, nut kan trekken uit de vrijstelling voorzien bij paragraaf 4 *in fine* van artikel 21 en tegen verantwoordelijke derden rechtsovereenkomstig kan instellen.

ART. 42.

Elk ongeval dat overkomt aan eenen zeevisscher *die niet onder de toepassing valt van titel I*, moet door het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden aangegeven worden bij den zee-commissaris of den consulaire ambtenaar, overeenkomstig artikel 24 van deze wet, Niettemin zijn de bij artikel 25 voorziene straffen niet toepasselijk.

ART. 43.

De rechtspleging, ingesteld door Titel I van deze wet, is toepasselijk op de visschers *die niet onder de toepassing van dezen titel vallen*, onder dit voorbehoud dat de voorzieningskas als betrokken partij voor den vrederechter verschijne.

Les peines prévues à l'article 25 sont applicables aux personnes visées à l'article 32 littéra A de la présente loi, qui ne se seront pas fait immatriculer au commissariat maritime, dans le délai à déterminer par arrêté royal.

ART. 44.

Il y aura un comité de la Caisse de prévoyance de la pêche maritime, composé de six membres et d'un président qui sera le gouverneur de la province.

Les six membres du comité, dont un armateur et trois marins-pêcheurs, sont nommés par le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, pour quatre ans, la première moitié étant, au sort, renouvelée après deux ans.

Un arrêté royal déterminera, sous réserve des dispositions qui précèdent, les statuts de la caisse ainsi que l'organisation pratique et le mode de fonctionnement du comité. Les frais du comité seront à charge de l'État.

TITRE III.

Dispositions diverses.

CHAPITRE I.

DISPOSITIONS FISCALES.

ART. 45.

Sont exempts du timbre et du droit de greffe et sont enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement, tous les actes volontaires et de juridiction

De bij artikel 25 voorziene straffen zijn toepasselijk op de personen bedoeld bij artikel 32, letter A, van deze wet, die zich door den zeecommissaris niet hebben laten in het stamboek opschrijven binnen den bij Koninklijk besluit te bepalen termijn.

ART. 44.

Er zal een raad van de voorzieningskas voor het zeevisschersbedrijf bestaan, samengesteld uit zes leden en uit eenen voorzitter, die de gouverneur der provincie zal wezen.

De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen benoemt voor vier jaar de zes leden van den raad, waaronder een reed er en drie zeevisschers moeten zijn; de eerste helft wordt, bij uitloting, na twee jaar hernieuwd.

Een Koninklijk besluit zal, onder voorbehoud van voorgaande bepalingen, de statuten der kas vaststellen alsmede de practische inrichting en de wijze van werken van den raad. De kosten van den raad vallen ten laste van den Staat.

TITEL III.

Verschillende bepalingen.

HOOFDSTUK I.

FISCALE BEPALINGEN.

ART. 45.

Worden vrijgesteld van zegel en van griffierecht en kosteloos geregistreerd, zoo zij aan de formaliteit der registratie zijn onderworpen, alle vrijwillige acten alsook de

gracieuse relatifs à l'exécution de la présente loi.

ART. 46.

Sont délivrés gratuitement tous certificats, actes de notoriété et autres dont la production peut être exigée, pour l'exécution de la présente loi, par la Caisse générale d'épargne et de retraite, par les caisses communes d'assurance agréées et par la caisse de prévoyance instituée par l'article 32 de la présente loi.

CHAPITRE II.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 47.

Indépendamment des attributions qui lui sont dévolues par la présente loi, la commission des accidents du travail instituée par l'article 34 de la loi du 24 décembre 1903 délibérera sur toutes les questions qui pourront lui être soumises de commun accord par le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes et le Ministre de l'Industrie et du Travail au sujet de l'application de la présente loi.

ART. 48.

La Caisse générale d'épargne et de retraite est autorisée à traiter des opérations d'assurance contre les risques d'accidents prévus par la présente loi.

Les conditions générales ainsi que les tarifs de ces assurances seront approuvés par arrêté royal.

acten van vrijwillige rechtspraak, die de uitvoering van deze wet betreffen.

ART. 46.

Worden kosteloos afgeleverd : alle getuigschriften, acten van bekendheid en andere acten waarvan de overlegging, voor de uitvoering van deze wet, door de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas, door de toegelaten gemeenschappelijke kassen van verzekering en door de voorzieningskas, ingesteld bij artikel 32 van deze wet, kan worden geëischt.

HOOFDSTUK II.

ALGEMEENE BEPALINGEN EN OVERGANGSBEPALINGEN.

ART. 47.

Onafhankelijk van de ambtsbevoegdheden haar bij deze wet opgedragen, zal de commissie voor de arbeidsongevallen, ingesteld bij artikel 34 der wet van 24 December 1903, beraadslagen over alle vragen die haar door den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen en door den Minister van Nijverheid en Arbeid in gemeen overleg worden voorgelegd en de toepassing van deze wet betreffen.

ART. 48.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentkas wordt gemachtigd verzekeringen aan te gaan tegen het gevaar van ongevallen, bij deze wet voorzien.

De algemeene voorwaarden alsmede de tarieven van deze verzekeringen worden bij Koninklijk besluit goedgekeurd.

ART. 49.

Les polices d'assurance antérieures de six mois à la date de la mise en vigueur de la présente loi et relatives aux risques d'accidents du travail faisant l'objet de la présente loi, pourront, dans le délai d'un an à dater de sa mise en vigueur, être dénoncées par l'assureur ou l'assuré, soit au moyen d'une déclaration écrite dont il sera donné reçu, soit par un acte extra-judiciaire.

Cette dénonciation ne sortira ses effets qu'à partir de la mise en vigueur de la loi, sauf convention contraire; elle ne donnera lieu à aucune indemnité.

ART. 50.

La présente loi ne sera applicable que six mois après la publication du dernier des arrêtés royaux qui doivent en régler l'exécution.

Ces arrêtés seront pris dans le délai d'un an à partir de la publication de la loi.

ART. 51.

Tous les trois ans, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution de la présente loi.

CHAPITRE III.

DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES.

ART. 52.

En cas d'application de la présente loi, les dispositions des articles 102, 103, 104 et 105 du livre II du code

ART. 49.

De overeenkomsten van verzekering, gesloten zes maanden vóór het in werking treden van deze wet en betrekking hebbende op het gevaar van arbeidsongevallen waarop deze wet van toepassing is, kunnen, binnen een jaar, te rekenen van haar in werking treden, door den verzekeraar of door den verzekerde worden opgezegd, hetzij bij schriftelijke verklaring, waarvan een ontvangbewijs wordt afgegeven, hetzij bij buitengerechtelijke akte.

Deze opzegging zal eerst van toepassing zijn na het in werking treden van deze wet, tenzij het tegendeel is bedongen; zij geeft geen aanleiding tot eenige vergoeding.

ART. 50.

Deze wet zal eerst van toepassing zijn zes maanden na de afkondiging van het laatste der Koninklijke besluiten die hare uitvoering moeten regelen.

Deze besluiten zullen genomen worden binnen één jaar, te rekenen van de afkondiging der wet.

ART. 51.

Om de drie jaren doet de Regearing verslag aan de Kamers over de uitvoering van deze wet.

HOOFDSTUK III.

AANVULLENDE BEPALINGEN.

ART. 52.

In geval deze wet wordt in voege gebracht, zullen de bepalingen van artikelen 102, 103, 104 en 105 van

de commerce ne seront applicables qu'en ce qui concerne le rapatriement.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes et Télégraphes,*

Boek II van het Wetboek van Koophandel slechts toepasselijk zijn wat de terugreis betreft.

*De Minister van Spoorwegen,
Zeezezen,
Posterijen en Telegrafen,*

PAUL SEGERS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 APRIL 1914.

Ontwerp van wet
tot instelling van eene Voorzieningskas voor de zeevisscherij (1).

AMENDEMENTEN INGEDIEND DOOR DE REGEERING.

VERKLARENDE NOTA.

Bij het neerleggen van wijzigingen aan den tekst, voorgesteld door de bijzondere Commissie, brengt de Regeering hulde aan den arbeid dien deze tot stand heeft gebracht.

Die Commissie heeft niet gearzeld twee vruchtbare grondbeginselen vooruit te zetten, eenerzijds door de noodzakelijkheid te bevestigen aan de visschers de algeheele voordeelen van de wet van 24 December 1903 te verleen en, anderzijds, door het voordeel der verzekering rechtstreeks aan het grondbeginsel der wettelijke verplichting vast te knopen.

Beide grondgedachten van het ontwerp werden overgenomen door de Regeering, die derwijze, in de hoofdzaak, hare instemming betuigt met het werk der Commissie. Ook zijn de wijzigingen, die zij gemeend heeft er te moeten aan toebrengen, vooral ingegeven door praktische beschouwingen van billijkheid.

Volgens het stelsel der middenafdeeling, wordt de kas, die al de hoofden eener visscherijonderneming in eene enkele verplichtende gemeenschap vereenigt, hoofdzakelijk in stand gehouden vooreerst door eene vaste bijdrage van fr. 3.50 per 100 frank dagloon, ofwel van 20 frank 's jaars voor de visschers die op aandeel varen, en, vervolgens, door een recht van 1 t. h. op de opbrengst van den verkoop van visch in de mijnen.

Welnu, die schijnbare gelijkheid in de bijdrage is, in werkelijkheid, eene schreeuwend ongelijkheid. Het is billijk dat de verzekeringsbijdrage van elk ondernemingshoofd of van elken verzekerde in verhouding zij tot de gevaren verbonden aan elke onderneming. Waar dubbel gevaar bestaat, dient de premie of bijdrage eveneens verdubbeld.

Op grond van de ingewonnen inlichtingen, kan echter worden bevestigd

(1) Ontwerp van wet, n° 8 (zittingsjaar 1912-1915).

Verslag, n° 594 (zittingsjaar 1912-1915).

dat de grootste ongelijkheid in de gevaren waar te nemen is bij de verschillende klassen der visscherij. Die verscheidenheid wordt verklaard door den aard van het gebezigd materieel en door dien van de scheepvaart waartoe het behoort.

Anderzijds is de visscherij, meer dan welke nijverheid ook, geroepen tot ontwikkeling. Die ontwikkeling zal als noodzakelijk gevolg hebben eene wijziging van het gevaar over een betrekkelijk kort tijdperk.

Derhalve schijnt het onmogelijk *ne varietur* en wettelijk eene noodwendig op ervaring gesteunde verzekeringspremie vast te stellen.

Door ondervinding alleen, zal voor elke klas van visscherij het percent der gevaren juist kunnen bepaald worden en die trapsgewijze bepaling zal des te moeilijker wezen daar het aantal eenheden bij elke klas betrekkelijk gering is.

Eene vaste bijdrage van 3 1/2 t. h. voor gevaren die schijnen te klimmen van ongeveer 2.80 t. h. (stoomtrawlers) tot 10 t. h. (grootte sloepen) is onaanneembaar. Hetzelfde geldt voor een vast recht van 1 t. h. Hier komt echter eene tweede, even dringende reden de eerste versterken, tegen het stelsel der commissie. De heffing van een recht op de opbrengst van de vischvangst, op de brutowinst, is in strijd met eene billijke verdeling en wel uit hoofde van twee omstandigheden : eene meer opbrengende onderneming wordt veel zwaarder getroffen dan eene minder opbrengende nijverheid; bij gelijk gevaar, betaalt de eerste voor de tweede, wat niet aan te nemen is. Welnu, het is stellig dat alle wijzen van visschen niet even winstgevend zijn.

Vervolgens kunnen twee ondernemingen, bij gelijke nettowinst, eene zeer verschillende brutowinst opleveren. De eene kan een minimum van algemeene kosten te dragen hebben, zooals de visscherij met zeilschepen, de andere een maximum voortspruitende, bij voorbeeld, uit een meer bezwaarde amortisatie, uit de aanwending van stoom, enz., zooals bij de visscherij met stroomtrawlers.

Met het oog op dit alles, dient met des te meer nauwgezetheid op billijkheid gelet, daar de wetgevende macht tot plicht heeft elken maatregel te weren, die ten onrechte tot last zou kunnen strekken van de stoomvisscherij, die de toekomst der Belgische visscherij hoofdzakelijk in zich besluit.

De billijke verdeling der lasten is enkel mogelijk met verwerping van de ervaringsmethode.

Door den vrijen gang van vraag en aanbod wordt het bedrag der premie voor elke soort en zelfs voor elk bijzonder geval vastgesteld.

Inderdaad, de strijdigheden kunnen zelfs in den schoot van een zelfde klas ontstaan. De vlijtige en om de veiligheid van zijn personeel bezorgde reeder levert voorzeker minder gevaar op.

Het is billijk, ja noodzakelijk dat zulke loffelijke toestand hem in voorkomend geval tot voordeel strekke en hem tot vermindering van last worde aangerekend. In grondbeginsel dient het hoofd der onderneming vrij gelaten te worden in de keus van zijnen verzekeraar.

Door dit principie te huldigen bij de ingediende amendementen, volledigt

enkel de Minister eenigszins de bedoeling van de Commissie. Deze had immers aan de arbeiders van de zee het voordeel van het gemeene recht verzekerd.

De Regeering heeft het noodzakelijk geacht dit voordeel uit te breiden tot de hoofden van ondernemingen. Aldus is een stap verder gedaan naar de toepassing der wet van 1903 op de visscherij. Echter kon er geen spraak zijn van eene bloote en eenvoudige toepassing dier wet.

Is het onbetwistbaar dat de zeevisschers, op winst of op aandeel aangemonsterd, feitelijk moeten worden beschouwd als echte gesalarjeerden, het valt anderzijds evenmin te ontkennen dat de overeenkomst der zeelieden kan worden gelijkgesteld met de arbeidsovereenkomst in den zin der wet van 10 Maart 1900.

Welke ook de wijze van bezoldiging zij, de zeelieden mogen aangemonsterd worden per maand, per reis of op aandeel, de overeenkomst die hen verbindt is altijd degene van de zeemonstering.

Deze overeenkomst moet dienen tot grondslag voor de verzekering van al de zeevisschers, afhangende van het hoofd eener onderneming.

De Regeering heeft niet gemeend dat het haar voldoende was dit vast te stellen.

De toepassing van het gemeene recht op de zeevisschers, was als zoodanig onmogelijk; talrijke kleine wijzigingen, meestal ingegeven door het ontwerp zelf der Commissie, moesten verandering brengen aan den tekst van de wet van 24 December 1903.

Het ware ongetwijfeld eenvoudiger geweest naar die wet te verwijzen, doch het kwam er vooral op aan de wet verstaanbaar te maken voor de belanghebbenden zelf: daarom werden de gezamenlijke bepalingen van de wet van 1903 overgenomen.

Titel I beoogt aldus de toepassing van de grondbeginselen van die wet op al de *visscherijondernemingen* ten voordeele van al de *aangemonsterde* zeevisschers.

De Regeering heeft desaangaande enkel het stelsel der Commissie overgenomen, doch daarbij, voor al de hoofden van ondernemingen, het recht gevrijwaard zich naar eigen goedgevallen te dekken.

Benevens de visschers, waarop titel I van toepassing is, worden nog onafhankelijke visschers aangetroffen. Voor dezen werd het grondbeginsel der verplichting, voortvloeiende niet uit eene overeenkomst, maar uit de wet zelve, behouden zooals de Commissie het had vastgesteld. Wat hen betreft, geschiedt de werking der Regeering door bemiddeling van de voorzieningskas ingesteld bij artikel 1 van het ontwerp der Commissie.

Om praktisch en doeltreffend te zijn, was het niet voldoende dat die werking zich bepaalde tot het opleggen van de verzekering aan de onafhankelijke visschers. Er diende ook tusschenbeide gekomen ten gunste van zekere klassen van ondernemingen, aan denwelken, mits eene niet verplichtende aansluiting bij dezelfde kas en onder dezer toezicht, eene krachtige hulp hoefde verleend tot het dragen van de nieuwe lasten, haar door de wet opgelegd.

Reeds had de commissie erkend dat de schippers-reeders, wier onderneming, in zekeren zin in familiekring, eene bijzondere aandacht verdient, door eene vermindering der bijdrage moesten aangemoedigd worden. Die gedachte werd opgenomen in den tekst van artikel 58. Dit artikel bepaalt er zich bij die vermindering per klas te laten vaststellen bij Koninklijk besluit en voor te schrijven dat het overige ten laste zou vallen van de Regeering. Het was inderdaad moeilijk aan te nemen dat dit deel van de bijdrage van zekere klassen van ondernemingen zou ten laste vallen van de andere klassen; anderzijds moest het bedrag der toelage, juist beperkt tot de werkelijke behoeften der belanghebbenden, om daarmee in overeenstemming te blijven, kunnen verschillen van klas tot klas en van tijdstip tot tijdstip. Enkel een maximum diende bepaald. Het cijfer van 50 t. h. werd overgenomen van de Commissie.

Benevens de onafhankelijke visschers en de ondernemingen der schippers-reeders, moest gelet worden op de vischvangst met zeilschepen.

Bij verhouding van de lasten tot de gevaren, zou deze nijverheid, voor wat de groote sloep betreft, eene voorzeker zware bijdrage moeten betalen, terwijl zij tot heden, dank zij de inrichting van de kas te Oostende, eene werkelijke gunst heeft genoten. In het belang van de visscherij echter, dient eene plotselinge verhooging van lasten vermeden, omdat daardoor de verbetering van het materieel veeleer gestremd dan bevorderd zou worden en wellicht zelfs aan de visscherij een deel van haar personeel zou onttrokken worden. Eene gematigde toelage schijnt dus noodzakelijk, ten minste in het begin. Die toelage, waarvan het percent dient vastgesteld per klas, zal bovendien toelaten de plaatsing van eenen hulpmotor aan te moedigen en de toepassing van de maatregelen, die zullen worden voorgeschreven tot uitvoering van de wet op de veiligheid, te vergemakkelijken.

Zoals het hierboven werd gezegd, is het onontbeerlijk uit de wet de vaststelling van het bedrag der bijdragen te weren. Elk ander stelsel berust op empirisme en moet worden afgekeurd.

De kas zelve zal het bedrag vaststellen, hetwelk bij Koninklijk besluit zal worden goedgekeurd. Het spreekt van zelf dat, zoo de Regeering meent een bedrag niet te kunnen goedkeuren, zij het recht zal hebben een billijker cijfer vast te stellen. De voorafbepaalde bijdrage is trouwens enkel een voorloopige grondslag. Wanneer de lasten van een dienstjaar door de kas zullen vastgesteld zijn, zal door terugbetalingen of eventueele verhooging van het beloop der bijdrage de balans van het actief en het passief, betreffende elke klas, worden gemaakt. Bovendien zal de bijdrage, bij elke storting, verbeterd worden met inachtneming van de loon- of verdienstestaten.

Alleen dit stelsel geeft voldoening, omdat het alleen voor elke klas een volmaakt evenwicht bewerkt tusschen gevaar en last.

De bijdragen worden door bemiddeling van den ontvanger der zeevaart-rechten geïnd. In de havens waar zulke ontvanger niet aanwezig is, wordt zijn ambt, zooals thans, waargenomen door den zeecommissaris.

Het aantal aangeslotenen bij de kas zal noodzakelijk gering wezen. Zoo het onnauwkeurig is te beweren dat daardoor het gevaar wordt vergroot, is het niettemin waar dat het daardoor ook minder bestendig wordt.

Voorzorgsmaatregelen moeten dus genomen worden en een waarborgfonds hoeft voorzien. Alleen om die reden bleek het gepast een recht te heffen op de opbrengst der vischmijn. Dit recht, welk overigens slechts 1/4 t. h. bedraagt, dient niet om het gevaar te dekken; het ontsnapt dus aan al de hiervoren uitgebrachte beknibbelingen. Het is bestemd om een reservefonds te vormen. Moest, ten gevolge van eene buitengewone opeenvolging van rampen gedurende een zelfde tijdperk, de bijdrage van eene klas blijken meer te zullen belooopen dan door die klas redelijkerwijze kan gedragen worden, dan zou eene toelage uit het waarborgfonds gedoogd worden. Dit fonds zou vervolgens door een nieuw recht moeten aangevuld worden. Het spreekt van zelf dat de betrokken klas niettemin zou verplicht wezen door achtereenvolgende bijkomende bijdragen de door het waarborgfonds gedane voorschotten terug te betalen.

De overeenkomst, ingevoerd bij de wet van 24 December 1903, en uitgebreid tot al de aangemonsterde visschers, betreft het loon en de genees- en artseneijkundige kosten. Voor al de gevallen waarin de overeenkomst wordt toegepast, wil zeggen telkens als er arbeidsongeval bestaat, was zij onverenigbaar met de bepalingen van artikel 102 en volgende van Boek II van het Wetboek van Koophandel, voor al wat de betaling van de huur, de behandeling en de verpleging betreft. Uit dien hoofde zijn de verplichtingen, voortspuitend uit die artikelen, in voorkomende gevallen beperkt tot de terugreis naar het vaderland.

De beraadslagingen en de adviezen van de provinciale commissie voor zeevisscherij werden steeds bij de opmaking dezer amendementen in acht genomen. Hare erkende bevoegdheid is de beste waarborg voor de praktische beteekenis van het ontwerp, dat aan de wetgevende macht wordt voorgelegd.

*De Minister van Spoorwegen, Zeewezen,
Posterijen en Telegrafen,*

PAUL SEGERS.



AMENDEMENTS

TITRE I.

Réparation des dommages résultant des accidents du travail de la pêche maritime.

CHAPITRE I.

DES INDEMNITÉS.

ART. 1^{er}.

La réparation des dommages qui résultent des accidents survenus aux gens de mer des entreprises visées à l'article 2 dans le cours et par le fait de l'exécution du contrat d'engagement, est réglée conformément aux dispositions du présent titre.

Sont considérés comme gens de mer, toutes les personnes, y compris les mousses et les apprentis, qui sont portées au rôle d'équipage d'un navire ou d'un bateau de pêche exploité par une des entreprises visées à l'article 2, ainsi que celles qui, même sans être enrôlées, travaillent à bord d'un bateau de pêche muni de la déclaration prescrite par l'article 22 de la loi du 20 septembre 1903 ou d'un bateau qui a fait l'objet de la déclaration prévue à l'article 3. Toutes ces personnes sont préalablement immatriculées par le commissaire maritime, d'office ou sur la déclaration que sont tenus de faire, dans les délais à déterminer

WIJZIGINGEN

TITEL I.

Vergoeding van de schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen in het zeevischschersbedrijf.

HOOFDSTUK I.

VAN DE VERGOEDINGEN.

ARTIKEL EEN.

De vergoeding der schade voortvloeiende uit ongevallen, overkomen aan zeelieden in de bij artikel 2 bedoelde ondernemingen, in den loop en ten gevolge van de uitvoering der arbeidsovereenkomst, wordt geregeld overeenkomstig de bepalingen van dezen titel.

Worden verstaan onder zeelieden, alle personen met inbegrip van de scheepsjongens en leergasten, ingeschreven op de monsterrol van een schip of van eene visschersboot geëxploiteerd door eene der bij artikel 2 bedoelde ondernemingen, alsmede degenen die, zelfs zonder aangemonsterd te wezen, arbeiden aan boord van eene visschersboot die voorzien is van de bij artikel 22 der wet van 20 September 1903 voorgeschreven verklaring, ofwel aan boord van eene boot die het voorwerp van de bij artikel 3 voorszene verklaring is geweest. Al die personen worden door den zeecommissaris voorafgaandelijk in het

par arrêté royal, le chef d'entreprise ainsi que le patron.

Sont assimilés aux gens de mer les préposés du chef d'entreprise qui se trouvent à bord, en exécution de leur contrat sans être portés au rôle d'équipage et dont le traitement annuel, fixé par le contrat, ne dépasse pas 2,400 francs.

L'accident survenu dans le cours de l'exécution du contrat d'engagement est présumé, jusqu'à preuve contraire, survenu par le fait de cette exécution.

Les fortunes de mer, telles que la tempête et la foudre, sont assimilées à des accidents.

ART. 2.

Sont assujetties à la présente loi les entreprises belges de pêche.

Sont considérées comme entreprises de pêche belges, celles qui s'exercent au moyen de navires au sens de l'article 1^{er} du Livre II du Code de Commerce, ou de bateaux munis de la déclaration prévue à l'article 22 de la loi du 20 septembre 1903 et qui ont pour objet la pêche en mer ou dans les eaux maritimes belges.

Un arrêté royal détermine les faits de pêche et l'étendue des eaux maritimes belges en vue de l'application de la présente loi.

stamboek opgeschreven, ambtshalve of op de aangifte welke het hoofd der onderneming alsmede de schipper hoeft te doen binnen de bij Koninklijk besluit te bepalen termijnen.

Met zeelieden worden gelijkgesteld de bedienden van het hoofd der onderneming die zich, tot uitvoering hunner overeenkomst, aan boord bevinden zonder op de monsterrol te zijn ingeschreven en wier jaarwedde, door de overeenkomst bepaald, 2,400 frank niet te boven gaat.

Het ongeval, in den loop van de uitvoering der arbeidsovereenkomst voorgekomen, wordt, zolang het tegendeel niet is bewezen, verondersteld te zijn veroorzaakt door die uitvoering.

De zeeschade, veroorzaakt zooals door storm en bliksem, wordt met de ongevallen gelijkgesteld.

ART. 2.

Aan deze wet zijn onderworpen de Belgische ondernemingen van visscherij.

Worden verstaan onder Belgische ondernemingen van visscherij degenen die worden uitgeoefend door middel van schepen, in den zin van artikel één van Boek II van het Wetboek van Koophandel, of vaartuigen, beschikkend over de verklaring voorzien bij artikel 22 der wet van 20 September 1903, en die de visscherij in zee of in de Belgische zeewateren voor doel hebben.

Een Koninklijk besluit stelt het visschersbedrijf en de uitgestrektheid der Belgische zeewateren vast met het oog op de toepassing van deze wet.

Les accidents survenant dans les ports avant l'enrôlement ou après le licenciement des équipages continueront à être régis par la loi du 24 décembre 1903.

ART. 3.

Les propriétaires ou gérants de bateaux de pêche non munis de la déclaration prévue à l'article 22 de la loi du 20 septembre 1903, naviguant habituellement en mer ou dans les eaux maritimes, ont la faculté de se soumettre aux dispositions de la présente loi.

Ils feront à cet effet, le cas échéant, une déclaration expresse, dont il leur sera donné récépissé, au commissariat maritime du port d'attache.

Cette déclaration doit être portée à la connaissance des gens de mer. Le fait de cette connaissance peut être prouvé par toutes voies de droit.

ART. 4.

Lorsque l'accident a été la cause d'une incapacité temporaire et totale de travail de plus d'une semaine, la victime a droit, à partir du jour qui suit l'accident, à une indemnité journalière égale à 50 p. c. du salaire quotidien moyen.

Si l'incapacité temporaire est ou devient partielle, cette indemnité doit être équivalente à 50 p. c. de la différence entre le salaire de la victime antérieurement à l'accident et celui qu'elle peut gagner avant d'être complètement rétablie.

De ongevallen, die in de haven gebeuren vóór de aanmonstering of na de afmonstering van de bemanningen, blijven onderworpen aan de wet van 24 December 1903.

ART. 3.

De eigenaars of beheerders van visschersbooten, die niet beschikken over de verklaring voorzien bij artikel 22 der wet van 20 September 1903 en die gewoonlijk in zee of in de zeewateren varen, kunnen zich aan de bepalingen van deze wet onderwerpen.

Te dien einde zullen zij, in voorkomend geval, in het zeecommissariaat van de thuishaven eene uitdrukkelijke verklaring afleggen, waarvan hun een ontvangstbewijs zal worden afgeleverd.

Die verklaring moet den zeelieden ter kennis worden gebracht. Dat de kennisgeving gedaan werd, kan door alle rechtsmiddelen worden bewezen.

ART. 4.

Heeft het ongeval tijdelijke en volkomene onbekwaamheid tot werken gedurende meer dan eene week veroorzaakt, dan heeft het slachtoffer, te rekenen van den dag na het ongeval, recht op eene dagelijksche vergoeding van 50 t. h. van het gemiddelde dagloon.

Betreft het eene tijdelijke onbekwaamheid die gedeeltelijk is of wordt, dan moet deze vergoeding gelijkstaan met 50 t. h. van het verschil tusschen het loon van het slachtoffer vóór het ongeval en het loon dat het slachtoffer kan verdienen alvorens geheel hersteld te zijn.

Si l'incapacité est ou devient permanente, une allocation annuelle de 50 p. c., déterminée d'après le degré d'incapacité, comme il vient d'être dit, remplace l'indemnité temporaire à compter du jour où, soit par l'accord des parties, soit par un jugement définitif, il est constaté que l'incapacité présente le caractère de la permanence. A l'expiration du délai de revision prévu à l'article 30, l'allocation annuelle est remplacée par une rente viagère.

ART. 5.

Le chef d'entreprise est tenu, conformément aux dispositions ci-après, des frais médicaux et pharmaceutiques causés par l'accident et faits pendant les six premiers mois.

Si le chef d'entreprise a institué, à sa charge exclusive, un service médical et pharmaceutique et en a fait mention dans une clause spéciale du rôle d'équipage, la victime n'a pas le choix du médecin et du pharmacien; il en est de même lorsque, à défaut de rôle d'équipage, les parties sont, par une stipulation spéciale du contrat d'engagement, convenues que le service est institué par le chef d'entreprise.

Dans les autres cas, la victime a le choix du médecin et du pharmacien; mais le chef d'entreprise n'est tenu qu'à concurrence de la somme

Indien de onbekwaamheid voortdurend is of wordt, dan vervangt eene jaarlijksche vergoeding van 50 t. h., bepaald volgens den graad van de onbekwaamheid, zooals hiervoren gezegd, de tijdelijke vergoeding, te rekenen van den dag waarop, hetzij door overeenkomst van partijen, hetzij door een eindvonnis, wordt vastgesteld dat de onbekwaamheid van voortdurenden aard is. Bij het eindigen van den termijn voor herziening, bepaald bij artikel 30, wordt de jaarlijksche vergoeding vervangen door eene lijfrente.

ART. 5.

Het hoofd der onderneming is, overeenkomstig de onderstaande bepalingen, verplicht tot betaling van de genees- en artsenijkundige kosten, door het ongeval veroorzaakt en gedaan gedurende de eerste zes maanden.

Heeft het hoofd der onderneming, uitsluitend op eigen kosten, eenen genees- en artsenijkundigen dienst ingesteld en daarvan melding gemaakt in eene bijzondere bepaling van de monsterrol, dan heeft het slachtoffer niet de keuze van geneesheer en apotheker; hetzelfde geldt als bij gebreke van monsterrol, partijen, bij eene bijzondere bepaling der arbeidsovereenkomst, zijn overeengekomen dat de dienst wordt ingesteld door het hoofd der onderneming.

In de overige gevallen heeft het slachtoffer de keuze van geneesheer en apotheker; doch het hoofd der onderneming is slechts gehouden

fixée à forfait par un tarif établi par arrêté royal.

Les indemnités pour frais médicaux et pharmaceutiques pourront être payées à ceux qui en ont pris la charge. Les personnes à qui ces frais sont dûs ont une action directe contre les chefs d'entreprise.

ART. 6.

Lorsque l'accident a causé la mort de la victime, il est alloué, le cas échéant, les indemnités suivantes :

1° Une somme de 75 francs pour frais funéraires. Le dernier alinéa de l'article 5 est applicable à cette indemnité;

2° Un capital représentant la valeur, calculée en raison de l'âge de la victime au moment du décès, d'une rente viagère égale à 30 p. c. du salaire annuel.

Ce capital est exclusivement attribué aux catégories de personnes ci-après désignées :

A. Au conjoint non divorcé ni séparé de corps, à la condition que le mariage soit antérieur à l'accident; toutefois, le veuf n'a droit à l'indemnité que lorsque la victime était son soutien;

B. Aux enfants légitimes, nés ou conçus avant l'accident, et aux enfants naturels reconnus avant l'accident, pour autant que les uns et les autres soient âgés de moins de 16 ans;

tot het bedrag van de som, eens vooral bepaald in een bij Koninklijk besluit vast te stellen tarief.

De vergoedingen voor genees- en artsnijkundige kosten kunnen worden betaald aan hen die den last daarvan op zich hebben genomen. De personen, aan wie deze kosten zijn verschuldigd, kunnen ze rechtstreeks vorderen van het hoofd der onderneming.

ART. 6.

Heeft het ongeval den dood van het slachtoffer veroorzaakt, dan worden, bij voorkomend geval, de volgende vergoedingen toegekend :

1° Eene som van 75 frank voor begrafenis-kosten. Het laatste lid van artikel 5 is van toepassing op deze vergoeding;

2° Een kapitaal vertegenwoordigende de waarde — berekend naar den leeftijd van het slachtoffer op 't oogenblik van het overlijden — van eene lijfrente gelijkstaande met 30 t. h. van het jaarlijksch loon.

Dit kapitaal wordt uitsluitend toegekend aan de hierna aangeduide groepen van personen :

A. Aan den niet uit den echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot, onder voorwaarde dat het huwelijk vóór het ongeval is voltrokken; de weduwnaar heeft echter slechts dan recht op vergoeding wanneer het slachtoffer zijn steun was;

B. Aan de wettige kinderen, vóór het ongeval geboren of ontvangen, en aan de onechte, vóór het ongeval erkende kinderen, voor zoover beiden den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt;

C. Aux petits-enfants âgés de moins de 16 ans ainsi qu'aux ascendants, dont la victime était le soutien ;

D. Aux frères et sœurs, âgés de moins de 16 ans, dont la victime était le soutien.

Le conjoint n'a droit qu'aux trois cinquièmes du capital en cas de concours avec plusieurs enfants ; il a droit aux quatre cinquièmes en cas de concours, soit avec un seul enfant, soit avec un ou plusieurs ayants droit des autres catégories.

Les enfants ont la priorité sur les ayants droit des catégories C et D ; les ayants droit de la catégorie C excluent ceux de la catégorie D. Entre ayants droit d'une même catégorie, il y a lieu à partage égal par tête. Toutefois, à défaut de conjoint survivant, les petits-enfants viennent en concours avec les enfants, mais le partage a lieu par souche.

Les parts du conjoint et des ascendants sont converties en rentes viagères.

Les parts des autres ayants droit sont converties en rentes temporaires dont l'extinction aura lieu pour chacun à l'âge de 16 ans. Le juge peut toutefois, à la requête de tout intéressé, parties préalablement entendues ou appelées, ordonner un autre mode de placement du capital ; il peut aussi, dans les mêmes conditions, modifier équitablement la répartition du capital entre ayants droit appelés concurremment.

C. Aan de kleinkinderen, die den leeftijd van 16 jaren niet hebben bereikt, alsmede aan de bloedverwanten in opklimmende lijn, wier steun het slachtoffer was ;

Aan de broeders en zusters, beneden de 16 jaren, wier steun het slachtoffer was.

Ingeval de echtgenoot te gelijker tijd met verscheidene kinderen optreedt, heeft hij slechts recht op drie vijfden van het kapitaal ; ingeval hij te gelijker tijd optreedt hetzij met één enkel kind, hetzij met een of meer rechthebbenden van de overige groepen, heeft hij recht op vier vijfden.

De kinderen hebben den voorrang boven de rechthebbenden van de groepen C en D ; de rechthebbenden van groep C sluiten die van groep D buiten. Onder rechthebbenden van dezelfde groep, wordt tot gelijke hoofdelijke verdeeling overgegaan. Bij ontstentenis van een overlevenden echtgenoot, treden echter de kleinkinderen te gelijker tijd op met de kinderen, doch de verdeeling geschiedt staaksgewijs.

De deelen van den echtgenoot en van de bloedverwanten in opklimmende lijn worden omgezet in lijfrenten.

De deelen van de overige rechthebbenden worden omgezet in tijdelijke renten, die voor elk hunner eindigen op den leeftijd van 16 jaren. De rechter kan nochtans, op verzoek van elken belanghebbende, na vooraf partijen te hebben gehoord of opgeroepen, eene andere wijze van belegging van het kapitaal bevelen ; hij kan ook, onder dezelfde omstandigheden, de verdeeling van het kapitaal onder rechthebbenden, die

Le décès sera présumé et les indemnités prévues au présent article seront dues sans caution, après trois mois expirés, à compter du jour du départ ou du jour auquel se rapportent les dernières nouvelles reçues.

ART. 7.

La victime ou ses ayants droit peuvent demander que le tiers au plus de la valeur de la rente viagère leur soit payé en capital.

Le juge statuera au mieux de l'intérêt des demandeurs, après que le chef d'entreprise aura été entendu ou dûment appelé.

En cas d'incapacité permanente partielle, le juge peut aussi, dans les mêmes formes, à la demande de tout intéressé, ordonner que la valeur de la rente soit intégralement payée en capital à la victime, lorsque les arrérages annuels ne s'élèvent pas à 60 francs.

La valeur de la rente viagère sera calculée conformément à un tarif approuvé par arrêté royal et préalablement soumis à l'avis de la commission des accidents du travail.

ART. 8.

Le salaire servant de base à la fixation des indemnités s'entend de la rémunération effective allouée à la victime en vertu du contrat, même sous forme de parts ou d'autres bénéfices, pendant les deux années qui ont précédé l'accident,

te gelijker tijd optreden, naar billijkheid wijzigen.

Na volle drie maanden, te rekenen van den dag der afvaart of van den dag der laatst ontvangen berichten, zal het overlijden ondersteld wezen en zullen de bij dit artikel voorziene vergoedingen zonder borg verschuldigd zijn.

ART. 7.

Het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden kunnen vragen dat ten hoogste het derde van de waarde der lijfrente hun als kapitaal worde uitbetaald.

De rechter zal naar zijn beste weten in het belang van de aanvragers beslissen, na het hoofd der onderneming gehoord of hem behoorlijk opgeroepen te hebben.

Ingeval van gedeeltelijke voortdurende onbekwaamheid, kan de rechter eveneens, op dezelfde wijze, op verzoek van elken belanghebbende, bevelen dat de geheele waarde der rente als kapitaal zal worden betaald aan het slachtoffer, wanneer de jaarlijksche rente 60 frank niet bereikt.

De waarde van de lijfrente wordt berekend naar een bij Koninklijk besluit goedgekeurd tarief, dat vooraf wordt onderworpen aan het advies van de commissie voor de arbeidsongevallen.

ART. 8.

Onder het loon, dat tot grondslag strekt voor de vaststelling der vergoedingen, wordt verstaan het werkelijke loon dat, ingevolge de overeenkomst, aan het slachtoffer werd toegekend, zelfs als aandeelen of andere winsten, gedurende de twee

dans l'entreprise où celui-ci est arrivé.

Pour les gens de mer occupés depuis moins de deux années dans l'entreprise, le salaire doit s'entendre de la rémunération effective qui leur a été allouée, augmenté de la rémunération moyenne allouée aux gens de mer de la même catégorie pendant la période nécessaire pour compléter les deux années.

Lorsque l'entreprise ne comporte qu'une période habituelle de travail inférieure à une année, le calcul de l'indemnité s'opère en tenant compte tant du salaire alloué pour la période d'activité que du gain de la victime pendant le reste de l'année.

Lorsque le salaire annuel moyen des deux années dépasse 2,400 fr., il n'est pris en considération, pour la fixation des indemnités, qu'à concurrence de cette somme.

En ce qui concerne les mousses et apprentis, ainsi que les gens de mer âgés de moins de 16 ans, le salaire de base ne sera jamais inférieur au salaire des autres gens de mer les moins rémunérés de la même catégorie professionnelle; il ne sera, en aucun cas, évalué à moins de 365 fr. par an.

En ce qui concerne les autres gens de mer, il ne sera jamais inférieur à 900 francs.

Le salaire quotidien moyen s'obtient en divisant par 365 le chiffre du salaire annuel déterminé confor-

jaren die aan het ongeval voorafgingen, in de onderneming waarin het zich voordeed.

Betreft het zeelieden die sedert minder dan twee jaar in de onderneming werkzaam zijn, dan wordt onder loon verstaan het hun toegekende werkelijke loon, verhoogd met het gemiddelde loon dat aan gelijksoortige zeelieden wordt toegekend gedurende het tijdperk noodig voor het volledigmaken van de twee jaren.

Geldt het eene onderneming waarvan de gewone werktijd minder dan één jaar duurt, dan wordt, voor de berekening van de vergoeding, gelet zoowel op het loon toegekend voor den werktijd als op de verdienste des slachtoffers gedurende het overige gedeelte van het jaar.

Gaat het gemiddeld jaarlijksch loon der twee jaren 2,400 frank te boven, dan komt het, voor de vaststelling van de vergoedingen, slechts tot het bedrag van deze som in aanmerking.

Betreft het scheepsjongens en leergasten, alsmede zeelieden die den ouderdom van 16 jaren niet hebben bereikt, dan gaat het tot grondslag genomen loon nooit beneden het loon van de andere minst betaalde zeelieden in hetzelfde beroep; in geen geval wordt het op minder dan 365 frank 's jaars geschat.

Betreft het de andere zeelieden, dan zal het nooit minder dan 900 frank mogen zijn.

Om het gemiddelde dagloon te berekenen, deelt men door 365 het cijfer van het jaartijksch loon, over-

mément aux dispositions qui précèdent.

ART. 9.

Le Gouvernement peut, pour des catégories d'entreprises déterminées, décider que le salaire de base sera fixé d'après la moyenne annuelle des salaires alloués antérieurement à l'accident, pendant une période de dix ans au plus, sans préjudice du droit qu'a l'assuré d'établir que son salaire réel a dépassé cette moyenne.

ART. 10.

Les allocations déterminées aux articles qui précèdent sont à la charge exclusive du chef d'entreprise.

Toutefois, le chef d'entreprise est, sans préjudice de ce qui est dit à l'article 11, exonéré de cette charge s'il a contracté, pour le paiement desdites allocations, soit avec une société d'assurance agréée conformément aux dispositions du chapitre II du Titre I de la présente loi, soit avec la caisse d'assurance organisée en vertu de l'article 48, soit, enfin, dans le cas où la présente loi l'y autorise, avec la caisse de prévoyance instituée à l'article 32. En pareil cas, l'assureur est de plein droit subrogé aux obligations du chef d'entreprise.

A défaut d'avoir contracté comme il est dit ci-dessus, et sans préjudice des autres obligations résultant de la présente loi, les chefs des entre-

eenkomstig de vorige bepalingen vastgesteld.

ART. 9.

De Regeering kan, voor bepaalde soorten van ondernemingen, beslissen dat het tot grondslag te nemen loon zal worden vastgesteld naar het gemiddelde jaarlijksche loon dat, vóór het ongeval, gedurende een tijdperk van ten hoogste tien jaren werd toegekend, onverminderd het recht van den verzekerde te bewijzen dat zijn werkelijk loon dat gemiddeld loon heeft overtroffen.

ART. 10.

De in bovenstaande artikelen vastgestelde vergoedingen komen uitsluitend ten laste van het hoofd der onderneming.

Het hoofd der onderneming is echter, onverminderd hetgeen wordt gezegd in artikel 11, van dezen last ontslagen, indien hij, tot betaling van de genoemde vergoedingen, eene overeenkomst heeft gesloten hetzij met eene volgens de bepalingen van Hoofdstuk II, Titel I dezer wet, toegelaten verzekeringsmaatschappij, hetzij met de uit kracht van artikel 48 ingestelde verzekeringskas, hetzij ten slotte, in geval deze wet hem zulks toelaat, met de voorzieningskas ingesteld bij artikel 32. In zoodanig geval gaan de verplichtingen van het hoofd der onderneming van rechtswege over op den verzekeraar.

Onverminderd de andere verplichtingen voortspruitende uit deze wet, zijn de hoofden van bijzondere ondernemingen, die geene overeen-

prises privées sont tenus de contribuer au fonds spécial institué par l'article 20; ils peuvent néanmoins en être dispensés par arrêté ministériel, sur l'avis de la commission des accidents du travail, s'ils ont garanti le paiement éventuel des allocations dans les conditions et de la manière qui seront prescrites par arrêté royal.

ART. 11.

Les chefs d'entreprise ou leurs assureurs peuvent convenir avec les sociétés mutualistes reconnues par le gouvernement que celles-ci assumeront, pendant six mois au plus, à partir de l'accident, le service des indemnités qui seraient dues à leurs membres en cas d'incapacité de travail, à la condition toutefois qu'il soit justifié :

1^o Que les débiteurs de ces indemnités ont pris à leur charge une quote-part de la cotisation de mutualité. Cette quote-part, déterminée de commun accord, ne pourra être inférieure au tiers ;

2^o Que les sociétés intéressées accordent à leurs membres les mêmes secours en cas de maladie qu'en cas de blessure.

Si le secours journalier accordé par la société est inférieur à l'indemnité due en vertu de la présente loi, le chef d'entreprise est tenu de verser la différence.

komst hebben gesloten zooals hierboven is gezegd, verplicht bij te dragen tot het ingevolge artikel 20 ingestelde bijzonder fonds; zij kunnen echter daarvan worden ontheven bij ministerieel besluit, op advies van de commissie voor de arbeidsongevallen, indien zij de mogelijke uitkeering der vergoedingen hebben gewaarborgd onder de voorwaarden en op de wijze, bij Koninklijk besluit voor te schrijven.

ART. 11.

De hoofden van ondernemingen of hunne verzekeraars kunnen met de door de Regeering erkende maatschappijen van onderlingen bijstand overeenkomen, dat deze, gedurende ten hoogste zes maanden te rekenen van het ongeval, op zich nemen de uitkeering der vergoedingen die, in geval van onbekwaamheid tot werken, aan hunne leden mochten verschuldigd zijn, op voorwaarde nochtans dat blijkende :

1^o Dat degenen die deze vergoedingen verschuldigd zijn een evenredig deel van de bijdrage ten behoeve van den onderlingen bijstand te hunnen laste hebben genomen. Dit in gemeen overleg vastgesteld evenredig deel mag niet minder zijn dan een derde ;

2^o Dat de belanghebbende maatschappijen aan hare leden dezelfde hulp toestaan in geval van ziekte als in geval van verwonding.

Is de dagelijksche onderstand, door de maatschappij verleend, geringer dan de vergoeding verschuldigd uit kracht van deze wet, dan moet het hoofd der onderneming het verschil storten.

Un arrêté royal règlera les conditions auxquelles les sociétés mutualistes pourront assumer le service des secours tenant lieu de l'indemnité temporaire.

ART. 12.

Les indemnités temporaires sont payables aux mêmes époques que les salaires ; les allocations annuelles et les arrérages des rentes sont payables trimestriellement par quart ; les frais funéraires sont payables dans le mois du décès constaté ou présumé.

ART. 13.

Les indemnités dues en vertu de la présente loi aux victimes d'accidents ou à leurs ayants droit ne sont cessibles ni saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale.

La faculté d'abandon prévue aux articles 46 et 47 du Livre II du code de commerce n'est pas applicable aux obligations résultant de la présente loi.

CHAPITRE II.

DES GARANTIES ET DE L'ASSURANCE.

ART. 14.

Sauf dans les cas déterminés à l'article 16, le chef d'entreprise est tenu de constituer le capital de la rente, conformément au tarif visé à l'article 7, soit à la Caisse générale

Een Koninklijk besluit zal bepalen onder welke voorwaarden de maatschappijen van onderlingen bijstand de uitkeering van de onderstandsgelden; die de tijdelijke vergoeding vervangen, op zich kunnen nemen.

ART. 12.

De tijdelijke vergoedingen zijn betaalbaar op dezelfde tijdstippen als het loon; jaarlijksche vergoedingen en vervallen renten zijn betaalbaar om de drie maanden, telkens een vierde gedeelte; de begrafenis kosten worden betaald binnen eene maand na het vastgestelde of werkelijke overlijden.

ART. 13.

De vergoedingen uit kracht van deze wet verschuldigd aan slachtoffers van ongevallen of aan hunne rechtverkrijgenden, zijn niet vatbaar voor overdracht of inbeslagneming, tenzij wegens wettelijk verschuldigde kosten van onderhoud.

Het vermogen van overlating, voorzien bij artikel 46 en 47 van Boek II van het Wetboek van Koophandel, is niet toepasselijk op de verplichtingen welke voortspruiten uit deze wet.

HOOFDSTUK II.

VAN DE WAARBORGEN EN VAN DE VERZEKERING.

ART. 14.

Behalve in de gevallen voorzien bij artikel 16, is het hoofd der onderneming gehouden het kapitaal der rente, overeenkomstig het bij artikel 7 bedoelde tarief, te vestigen

d'épargne et de retraite, soit à un autre établissement agréé pour le service des rentes. Un arrêté royal déterminera les conditions requises pour cette agrégation, qui ne pourra être accordée par le Gouvernement que sur l'avis de la commission des accidents du travail.

La constitution du capital doit être effectuée :

En cas de mort de la victime, dans le mois de l'accord entre les intéressés et, à défaut d'accord, dans le mois du jugement définitif ;

En cas d'incapacité permanente de travail, dans le mois de l'expiration du délai de revision prévu à l'article 50.

Toutefois, les établissements chargés du service des rentes peuvent, sous leur responsabilité, accorder des délais aux chefs d'entreprise.

Ces établissements sont, dans ce cas, subrogés aux actions et privilèges de la victime et de ses ayants droit.

ART. 15.

La créance de la victime de l'accident ou de ses ayants droit est garantie par un privilège qui prend rang immédiatement après le 4^o et sous le 4^o bis de l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques.

Le présent article ne déroge pas aux dispositions du livre II du Code de commerce relativement aux privilèges.

hetzij bij de Algemeene Spaar-en Lijfrentkas, hetzij bij eene andere voor de uitkeering der renten toegelaten inrichting. Een Koninklijk besluit bepaalt de voorwaarden vereischt voor deze toelating, die door de Regceering slechts op advies van de commissie voor de arbeidsongevallen kan worden verleend.

De vestiging van het kapitaal moet geschieden :

In geval van overlijden van het slachtoffer, binnen ééne maand na de overeenkomst tusschen de belanghebbenden en bij gebreke van overeenkomst, binnen ééne maand na het eindvonnis ;

In geval van voortdurende onbekwaamheid tot werken, binnen ééne maand na het eindigen van den termijn voor herziening, bepaald bij artikel 30.

Echter kunnen de inrichtingen, die met de uitkeering der renten zijn belast, onder hare verantwoordelijkheid uitstel toestaan aan de hoofden van ondernemingen.

In dit geval, treden deze inrichtingen in de rechtsvorderingen en voorrechten van het slachtoffer en van zijne rechtverkrijgenden.

ART. 15.

De schuldvordering van het slachtoffer des ongevals of van zijne rechtverkrijgenden wordt gewaarborgd door een voorrecht dat, in rangorde, en onder n^o 4bis, onmiddellijk volgt op n^o 4^o van artikel 19 der wet van 16 December 1851 op de voorrechten en hypotheken.

Dit artikel doet geene afbreuk aan de bepalingen van Boek II van het Wetboek van Koophandel betreffende de voorrechten.

ART. 16.

Le chef d'entreprise est dispensé du versement du capital de la rente s'il justifie :

Qu'il a subrogé un assureur à ses obligations, conformément à l'article 10. Cette subrogation emporte libération du privilège établi par l'article 15 ;

Ou bien qu'il a garanti le service de la rente en déposant, conformément aux conditions à déterminer par arrêté royal, à la Caisse des dépôts et consignations ou à la Caisse générale d'épargne et de retraite, des titres d'une valeur suffisante pour assurer éventuellement la constitution du capital dont le versement n'a pas été effectué.

Il est également dispensé de verser le capital de la rente, si la constitution éventuelle de ce capital ou le service de la rente est assuré par une hypothèque, ou une caution, déclarée suffisante par le juge de paix, sauf appel, après que la victime ou ses ayants droit ont été entendus ou dûment cités.

Le jugement désigne les immeubles, navires ou bateaux grevés de l'hypothèque, l'objet de la garantie et la somme jusqu'à concurrence de laquelle l'inscription peut être prise.

Le juge peut aussi déclarer suffisante l'affectation, à la garantie dont il s'agit, d'une inscription, soit pour

ART. 16.

Het hoofd van de onderneming is ontslagen van de verplichting om het kapitaal der rente te storten, zoo hij bewijst :

Dat hij, overeenkomstig artikel 10, ten aanzien van zijne verplichtingen een verzekeraar in zijne plaats heeft gesteld. Deze overdracht heeft ontheffing van het bij artikel 15 gevestigde voorrecht ten gevolge ;

Of dat hij de uitkeering der rente heeft verzekerd door, overeenkomstig de bij de Koninklijk besluit te bepalen voorwaarden, bij de Deposito- en Consignatiekas of bij de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas titels neer te leggen, waarvan de waarde groot genoeg is om, bij voorkomend geval, de vestiging te waarborgen van het kapitaal waarvan de storting niet is geschied.

Hij is insgelijks ontslagen van de verplichting het kapitaal der rente te storten, indien de mogelijke vestiging van dit kapitaal of de uitkeering der rente is verzekerd door eene hypotheek of eene borgstelling, die door den vrederechter voldoende is verklaard, behoudens hooger beroep, nadat het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden zijn gehoord of behoorlijk opgeroepen.

In het vonnis worden vermeld : de met de hypotheek belaste onroerende goederen, schepen of beoten, het voorwerp van de waarborg en de som tot welker bedrag de inschrijving mag worden genomen.

De rechter kan ook de aanwijzing, tot de bedoelde waarborg, van eene inschrijving op het grootboek der

la propriété, soit pour l'usufruit, au grand-livre de la dette publique.

Les inscriptions ou les oppositions sont requises, en vertu du jugement, soit par le greffier, soit par le procureur du roi, soit par la victime ou les ayants droit.

L'article 43 est applicable aux actes prévus par la présente disposition.

ART. 17.

Seront agréées aux fins de la présente loi, les caisses communes d'assurance contre les accidents, constituées par les chefs d'entreprise, ainsi que les compagnies d'assurance à primes fixes, qui se conformeront au règlement à établir par arrêté royal.

Les assureurs agréés sont astreints à constituer des réserves ou cautionnements dans les conditions à déterminer par le règlement.

Le montant des réserves ou cautionnements est affecté, par privilège, au paiement des indemnités.

Aucune clause de déchéance ne pourra être opposée par les assureurs agréés aux créanciers d'indemnités ou aux ayants droit.

ART. 18.

L'agrément sera accordée et révoquée par le gouvernement, qui prendra préalablement l'avis de la commission des accidents du travail.

Staatsschuld, hetzij voor den eigendom, hetzij voor het vruchtgebruik, voldoende verklaren.

Inschrijving of oppositie wordt, krachtens het vonnis, gevorderd hetzij door den griffier, hetzij door den procureur des konings, hetzij door het slachtoffer of de rechtverkrijgenden.

Artikel 43 is van toepassing op de acten, bij deze bepaling voorzien.

ART. 17.

Met het oog op deze wet worden toegelaten de gemeenschappelijke kassen van verzekering tegen ongevallen, door de hoofden van ondernemingen ingesteld, alsmede de maatschappijen van verzekering tegen vaste premiën die zich gedragen naar de bij Koninklijk besluit in te voeren verordening.

De toegelaten verzekeraars zijn verplicht reservefondsen of waarborgsommen te vestigen op de wijze zooals door de verordening zal worden bepaald.

Het bedrag van de reservefondsen of waarborgsommen wordt, bij voorrang, aangewend tot betaling van de vergoedingen.

Geene enkele bepaling van vervallenverklaring mag door de toegelaten verzekeraars worden ingeroepen tegen hen die eene vergoeding te vorderen hebben of tegen de rechtverkrijgenden.

ART. 18.

De toelating wordt verleend en ingetrokken door de Regeering, die vooraf het advies inwint van de commissie voor de arbeidsongevallen.

Les arrêtés royaux d'agrément et de révocation seront insérés au *Moniteur*.

La liste des sociétés agréées sera publiée tous les trois mois au *Moniteur*.

ART. 19.

Les caisses communes d'assurance contre les accidents, agréées en vertu de l'article 17, jouiront de la capacité juridique et des avantages attribués par la loi du 28 mars 1868 aux caisses communes de prévoyance en faveur des ouvriers mineurs, reconnues par le gouvernement.

Les statuts des caisses communes pourront stipuler que les indemnités du chef d'incapacité de travail seront, pendant un délai qui n'excèdera pas six mois à partir de l'accident, directement payées aux victimes par le chef d'entreprise ou par une caisse locale fonctionnant à son intervention, le tout sous la garantie de la caisse commune intéressée.

ART. 20.

La caisse d'assurance contre l'insolvabilité patronale, instituée, sous le nom de fonds de garantie, par l'article 20 de la loi du 24 décembre 1903, assume la garantie de l'insolvabilité patronale du chef des obligations dérivant de la présente loi; cette caisse a pour but de pourvoir au paiement des allocations dues en cas d'accident, lorsque le chef d'entreprise est en défaut de

De Koninklijke besluiten tot toelating en intrekking worden bekend gemaakt in den *Moniteur*.

De lijst van de toegelaten vereenigingen wordt, om de drie maanden, afgekondigd in den *Moniteur*.

ART. 19.

De uit kracht van artikel 17 toegelaten gemeenschappelijke kassen van verzekering tegen ongevallen genieten de rechtspersoonlijkheid en de voorrechten bij de wet van 28 Maart 1868 toegekend aan de door de Regeering erkende gemeenschappelijke verzorgskassen ten bate van de werklieden der mijnen.

De statuten der gemeenschappelijke kassen kunnen bepalen dat de vergoedingen wegens onbekwaamheid tot werken, gedurende eenen tijd die, te rekenen van het ongeval, zes maanden niet te boven gaat, rechtstreeks aan de slachtoffers zal worden betaald door het hoofd van de onderneming of door eene plaatselijke kas waartoe hij bijdraagt, alles onder waarborg van de belanghebbende gemeenschappelijke kas.

ART. 20. — De kas van verzekering tegen het onvermogen der patroons, ingesteld onder den naam van waarborgfonds bij artikel 20 der wet van 24 December 1903, neemt op zich de waarborg van onvermogen der patroons uit hoofde van de verplichtingen welke voortvloeien uit deze wet; deze kas heeft voor doel in de betaling der vergoedingen, die bij een ongeval zijn verschuldigd, te voorzien, wan-

s'acquitter des obligations qui lui incombent.

Le fonds est rattaché à la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'intervention de ce fonds est subordonnée à la constatation préalable du défaut d'exécution des obligations du chef d'entreprise et, s'il y a lieu, de l'assureur. Cette constatation est faite par le juge de paix, dans les formes à établir par arrêté royal.

La caisse pourra exercer un recours contre les débiteurs défallants; elle est subrogée aux droits, actions et privilèges des victimes ou des ayants droit, tant à l'égard des chefs d'entreprise qu'à l'égard des tiers.

Le recours contre les chefs d'entreprise est exercé, par voie de contrainte, comme en matière de contributions directes. Le fonds de garantie est alimenté par des cotisations mises à la charge des chefs des entreprises privées qui, sur réquisition de l'administration des contributions directes, n'auront pas justifié du contrat d'assurance prévu au deuxième alinéa de l'article 10 ou de la dispense visée au troisième alinéa du même article. Un arrêté royal règle la déclaration et les autres formalités à exiger en vue d'établir cette justification.

Le montant des cotisations est déterminé par arrêté royal, sur l'avis de la commission des accidents du travail.

neer het hoofd der onderneming in gebreke blijft aan de op hem rustende verplichtingen te voldoen.

Het fonds is verbonden aan de Deposito- en Consignatiekas.

De tusschenkomst van dit fonds heeft eerst plaats na voorafgaande vaststelling van het niet naleven der verplichtingen van het hoofd der onderneming, en, zoo daartoe aanleiding bestaat, van den verzeekerder. Deze vaststelling geschiedt door den vrederechter naar de bij Koninklijk besluit te bepalen voorschriften.

De kas heeft haar verhaal op de in gebreke blijvende schuldenaars; zij treedt in de rechten, vorderingen en voorrechten van de slachtoffers of van de rechtverkrijgenden, zoo wel ten aanzien van de hoofden van ondernemingen als ten aanzien van derden.

Het verhaal op de hoofden van ondernemingen geschiedt, bij dwangbevel, gelijk in zake rechtstreeksche belastingen. Het waarborgfonds wordt gevoed door bijdragen welke ten laste komen van de hoofden der bijzondere ondernemingen, die niet op aanzoek van het bestuur der rechtstreeksche belastingen het bestaan hebben doen blijken van de overeenkomst van verzekering, in het 2° lid van artikel 10 voorzien, of van de ontheffing, in het 3° lid van hetzelfde artikel bedoeld. Een Koninklijk besluit regelt de aangifte en de andere formaliteiten vereischt om de overeenkomst of de ontheffing te doen blijken.

Het beloop van de bijdragen wordt vastgesteld bij Koninklijk besluit, op advies van de commissie voor de arbeidsongevallen.

Les rôles d'assujettissement sont dressés, le recours des imposés s'exerce et les recouvrements sont opérés, au besoin, par voie de contrainte comme en matière de contributions directes.

CHAPITRE III.

DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE.

ART. 21.

Il n'est en rien dérogé aux règles générales de la responsabilité civile lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par le chef d'entreprise.

Sauf cette exception, les dommages résultant des accidents du travail ne donnent lieu, à charge du chef d'entreprise, au profit de la victime ou de ses ayants droit, qu'aux seules réparations déterminées par la présente loi.

Les dommages et intérêts ne seront, en aucun cas, cumulés avec ces réparations.

Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime et les ayants droit conservent contre les personnes responsables de l'accident, autres que le chef d'entreprise ou ses ouvriers et préposés, le droit de réclamer la réparation du préjudice causé conformément aux règles du droit commun; le chef d'entreprise sera, le cas échéant, exonéré de ses obligations à concurrence du montant des dommages et intérêts accordés.

De lijsten van aanslag worden opgemaakt, het recht van verhaal der aangeslagenen wordt uitgeoefend en de invorderingen geschieden, zoo noodig, bij dwangbevel, gelijk in zake rechtstreeksche belastingen.

HOOFDSTUK III.

VAN DE BURGERLIJKE AANSPRAKELIJKHEID.

ART. 21.

Er wordt in geenen deele afgeweken van de algemeene regelen betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid, wanneer het ongeval opzettelijk is teweeggebracht door het hoofd der onderneming.

Met uitzondering van dit geval, geeft de schade, voortspruitende uit arbeidsongevallen, ten laste van het hoofd der onderneming en ten voordeele van het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden, enkel en alleen recht op de bij deze wet vastgestelde vergoedingen.

Schade en interesten kunnen in geen geval te gelijk met deze vergoeding worden gevorderd.

Onafhankelijk van de rechtsvordering die uit deze wet voortspruit, behouden het slachtoffer en de rechtverkrijgenden tegen andere aansprakelijke personen dan het hoofd der onderneming of zijne werklieden en aangestelden, het recht, overeenkomstig de regels van het gemeene recht, vergoeding van de geleden schade te eischen; het hoofd der onderneming wordt, bij voorkomend geval, van de hem opgelegde verplichtingen ontslagen, tot het bedrag van de toegekende schadeloosstelling.

L'action contre les tiers responsables pourra même être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques et périls, au lieu et place de la victime ou des ayants droit, s'ils négligent d'en faire usage.

ART. 22.

Les indemnités établies par la présente loi ne sont point dues lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par la victime.

Aucune indemnité n'est due à celui des ayants droit qui a intentionnellement provoqué l'accident.

ART. 25.

Toute convention contraire aux dispositions de la présente loi est nulle de plein droit.

CHAPITRE IV.

DES DÉCLARATIONS D'ACCIDENTS ET DE LA JURIDICTION.

ART. 24.

Tout accident survenu à l'une des personnes visées à l'article 1 de la présente loi, au cours de l'exécution du contrat d'engagement et qui a occasionné ou est de nature à occasionner soit la mort de la victime, soit une incapacité de travail, doit être déclaré par le chef d'entreprise ou son délégué ou par le patron ou la personne qui le remplace. Cette déclaration doit être faite dans les trois jours de l'arrivée du navire ou du bateau au premier port de relâche ou dans les trois jours de la nouvelle

De rechtsovereenkomst tegen de derde aansprakelijke personen kan zelfs door het hoofd der onderneming, op zijn risico, worden ingesteld in de plaats van het slachtoffer of de rechtverkrijgenden, zoo deze verzuimen van dat recht gebruik te maken.

ART. 22.

De bij deze wet bepaalde vergoedingen zijn niet verschuldigd wanneer het ongeval door het slachtoffer opzettelijk is teweeggebracht.

Geene vergoeding hoegenaamd is verschuldigd aan dengene der rechtverkrijgenden die het ongeval opzettelijk heeft teweeggebracht.

ART. 23.

Elke met de bepalingen van deze wet strijdige overeenkomst is van rechtswege nietig.

HOOFDSTUK IV.

VAN DE AANGIFTE VAN ONGEVALLEN EN VAN DE RECHTSMACHT.

ART. 24.

Elk ongeval dat aan een der personen, bedoeld bij artikel 1 van deze wet, is overkomen gedurende de uitvoering van de arbeidsovereenkomst en dat heeft veroorzaakt of van aard is om te veroorzaken hetzij den dood van het slachtoffer, hetzij eene onbekwaamheid tot werken, moet door het hoofd der onderneming of zijnen gelastigde of door den schipper of zijnen plaatsvervanger worden aangegeven. Die aangifte heeft gedaan binnen de drie dagen van de aan-

de l'accident en cas de perte du navire ou bateau. Une déclaration d'accident pour tous les membres de l'équipage doit en outre être faite par le chef d'entreprise ou son délégué dans la huitaine qui suit l'expiration du délai prévu à l'article 6 *in fine* de la présente loi.

La déclaration est faite par écrit au commissaire maritime du port de relâche ainsi qu'au greffe de la justice de paix ou de la commission arbitrale compétente en vertu de l'article 26. La déclaration mentionne la nature et les circonstances de l'accident; elle indique, s'il y a lieu, le nom de l'assureur avec lequel le chef d'entreprise a contracté. Un arrêté royal déterminera, pour le surplus, la forme et les conditions de la déclaration ainsi que les cas dans lesquels un certificat médical devra y être joint, au frais du déclarant. A l'étranger, la déclaration est faite à l'agent consulaire. A défaut d'agent consulaire sur les lieux, elle est transmise dans les délais ci-dessus et par la voie la plus directe par les soins du patron lui-même ou de la personne qui le remplace, au commissaire maritime du port d'attache.

La déclaration de l'accident peut être faite, dans les mêmes formes, par la victime ou ses ayants droit.

komst van het schip of van de boot in de eerste tusschenhaven of binnen de drie dagen van de tijding van het ongeval zoo het schip of de boot vergaat. Bovendien moet eene verklaring van het ongeval voor alle leden van de bemanning gedaan worden door het hoofd der onderneming of zijnen gelastigde, binnen de acht dagen die volgen op het einde van den termijn, voorzien bij artikel 6 *in fine* van deze wet.

De aangifte wordt schriftelijk gedaan aan den zeecommissaris van de tusschenhaven alsook ter griffie van het vredegerecht of van de scheidsrechterlijke commissie die, krachtens artikel 26, bevoegd is. De aangifte vermeldt den aard en de omstandigheden van het ongeval; zij duidt aan, zoo daartoe aanleiding bestaat, den naam van den verzeekerder met wien het hoofd der onderneming eene overeenkomst heeft gesloten. Een Koninklijk besluit bepaalt verder den vorm en de vereischen der aangifte, almede de gevallen waarin, op kosten van den aangever, een geneeskundig getuigschrift daarbij moet worden gevoegd. In het buitenland wordt aangifte gedaan aan den consulaire ambtenaar. In geval er geen consulaire ambtenaar ter plaats is, wordt zij, binnen den bovenstaanden termijn en langs den snelsten weg, door den schipper zelf of door zijnen plaatsvervanger overgemaakt aan den zeecommissaris van de thuishaven.

De aangifte van het ongeval kan, met inachtneming van dezelfde vormen, worden gedaan door het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden.

En outre, la victime ou un autre membre de l'équipage ont, en mer, le droit de faire verbalement ou par écrit une déclaration d'accident au patron. Il en sera fait mention au livre de bord.

S'il résulte de la déclaration que le chef d'entreprise ne reconnaît pas que la présente loi soit applicable à l'accident signalé, à raison notamment des circonstances du fait ou de la qualité de la victime, le commissaire maritime ou l'agent consulaire fera une enquête sur les causes de l'accident. Lorsqu'il est procédé à une enquête en vertu de la présente disposition ou en vertu des lois et règlements relatifs à la police maritime, une expédition du procès-verbal d'enquête est transmise par le commissaire maritime au greffe de la juridiction compétente, ou par l'agent consulaire au Ministre des Affaires Étrangères. Récépissé de la déclaration est en tout cas envoyé par le greffier au déclarant.

Les parties ont le droit de prendre au greffe connaissance ou copie, à leurs frais, de la déclaration de l'accident, du certificat y annexé et, s'il y a lieu, de l'expédition du procès-verbal d'enquête.

ART. 25.

Les chefs d'entreprise ou leurs délégués, les patrons ou ceux qui les remplacent, qui contreviendront aux dispositions de l'article qui précède seront punis d'une amende de 26 à 200 francs.

In zee heeft het slachtoffer of een ander lid van de bemanning bovendien het recht den schipper mondeling of schriftelijk eene aangifte van het ongeval te doen. Daarvan zal melding gemaakt worden in het scheepsjournaal.

Blijkt het uit de aangifte, dat het hoofd der onderneming niet erkent dat deze wet van toepassing is op het aangegeven ongeval, met name wegens de omstandigheden waaronder het feit gebeurde of wegens de hoedanigheid van het slachtoffer, dan stelt de zeecommissaris of de consulaire ambtenaar een onderzoek in naar de oorzaken van het ongeval. Wordt tot een onderzoek overgegaan uit kracht van deze bepaling of uit kracht van de wetten en reglementen betreffende de zee-politie, dan wordt een afschrift van het proces-verbaal van onderzoek door den zeecommissaris naar de griffie van de bevoegde rechtsmacht, ofwel door den consularen ambtenaar aan den Minister van Buitenlandsche Zaken gezonden. In alle geval wordt een ontvangbewijs van de verklaring door den griffier aan den aangever afgeleverd.

Partijen hebben het recht, op hunne kosten, ter griffie kennis of kopij te nemen van de aangifte van het ongeval, van het daarbij gevoegd getuigenschrift en, zoo daartoe aanleiding bestaat, van het afschrift van het proces-verbaal van onderzoek.

ART. 25.

De hoofden van ondernemingen of hunne gelastigden, de schippers of hunne plaatsvervangers, die de bepalingen van het vorige artikel overtreden, worden gestraft met eene boete van 26 tot 200 frank.

Les mêmes peines seront applicables au chef d'entreprise et au patron qui auront négligés de faire dans les délais déterminés, la déclaration prévue à l'article 1 de la présente loi.

En ce qui concerne la recherche et la constatation des contraventions, ainsi que les enquêtes en matière d'accidents, les commissaires maritimes et les agents consulaires sont investis des pouvoirs que confèrent les lois du 5 mai 1888 et du 11 avril 1896 aux inspecteurs du travail et les sanctions édictées par les dites lois s'appliquent aux chefs d'entreprise ou à leurs délégués, ainsi qu'aux patrons ou à ceux qui les remplacent qui mettraient obstacle à l'exercice de ces pouvoirs.

En cas d'infraction, les commissaires maritimes et les agents consulaires dressent des procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie du procès-verbal est, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant, à peine de nullité.

ART. 26.

Le juge de paix du canton dans le ressort duquel se trouve le port d'attache du navire ou bateau de la victime est seul compétent pour connaître des actions relatives aux indemnités dues aux gens de mer ou à leurs ayants droit, en vertu de la présente loi, ainsi que des demandes en revision de ces indemnités; il statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 300 francs, et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

Dezelfde straffen zijn toepasselijk op het hoofd der onderneming en op den schipper die verzuimen binnen de bepaalde termijnen de bij artikel 1 van deze wet voorgeschreven aangifte te doen.

Wat betreft het opsporen en vaststellen der overtredingen alsmede het onderzoek in zake ongevallen, zijn de zeecommissarissen en de consulaire ambtenaren bekleed met de bevoegdheden, aan de arbeidsoptzieners toegekend door de wetten van 5 Mei 1888 en 11 April 1896, en kunnen de straffen, door deze wetten bepaald tegen de hoofden van ondernemingen of hunne gelastigden alsmede tegen de schippers of hunne plaatsvervangers, die zich tegen de uitoefening van die bevoegdheden mochten verzetten, toegepast worden.

In geval van overtreding, wordt door de zeecommissarissen en de consulaire ambtenaren een proces-verbaal opgemaakt, dat als bewijs geldt behoudens tegenbewijs. Een afschrift van het proces-verbaal wordt, binnen de acht en veertig uren, aan den overtreder afgegeven, op straffe van nietigheid.

ART. 26.

Alleen de vrederechter van het kanton tot wiens rechtsgebied de thuishaven van het schip of van de boot van het slachtoffer behoort, is bevoegd kennis te nemen van de rechtsvorderingen betreffende de vergoedingen die, uit kracht van deze wet, aan de zeelieden of hunne rechtverkrijgenden zijn verschuldigd alsmede van de eischen tot herziening van deze vergoedingen; hij doet uitspraak, in hoogsten aanleg, tot een bedrag van 300 frank, en,

Lorsque le port d'attache est divisé en plusieurs cantons, le juge compétent est celui dans le ressort duquel se trouve le commissariat maritime.

En ce qui concerne les entreprises affiliées à des caisses communes d'assurance agréées, les statuts de ces caisses peuvent stipuler que le jugement des contestations sera délégué à une commission arbitrale, laquelle statuera soit en dernier ressort, soit à charge d'appel devant le tribunal de première instance du siège de la caisse, suivant les règles visées au précédent alinéa. Cette stipulation sera portée à la connaissance des gens de mer dans la forme à déterminer par les statuts.

La commission arbitrale sera composée d'un magistrat, président, désigné à cette fin par le premier président de la cour d'appel, et d'un nombre égal de chefs d'entreprise et de gens de mer. L'organisation de la commission et la procédure d'arbitrage seront déterminées par les statuts, conformément aux dispositions du règlement prévu par l'article 17 de la présente loi.

ART. 27.

Même dans les cas de la subrogation prévue par l'article 10, 2^e alinéa, de la présente loi, la victime ou ses ayants droit ont toujours la faculté d'assigner directement le

in eersten aanleg, tot welk bedrag de eisch ook moge gaan.

Is de thuishaven verdeeld in verschillende kantons, dan is de bevoegde rechter deze in wiens rechtsgebied het zeecommissariaat zich bevindt.

Wat betreft de ondernemingen, die zijn aangesloten bij toegelaten gemeenschappelijke kassen van verzekering, kunnen de statuten van deze kassen bepalen dat de beslissing over de geschillen zal worden opgedragen aan eene scheidsrechterlijke commissie; deze doet uitspraak hetzij in hoogsten aanleg, hetzij behoudens hooger beroep voor de rechtbank van eersten aanleg der plaats waar de kas haren zetel heeft, overeenkomstig de regelen in het vorige lid vastgesteld. Deze bepaling wordt ter kennis gebracht van de zeelieden op de wijze door de statuten vast te stellen.

De scheidsrechterlijke commissie wordt samengesteld uit eenen magistraat, voorzitter, te dien einde aangewezen door den eersten voorzitter van het hof van beroep, en uit een gelijk aantal hoofden van ondernemingen en zeelieden. De inrichting der commissie en de rechtspleging voor het scheidsgerecht worden door de statuten vastgesteld, overeenkomstig de bepalingen van de bij artikel 17 dezer wet voorziene verordening.

ART. 27.

Zelfs in het geval van overdracht, voorzien bij artikel 10, lid 2 van deze wet, staat het het slachtoffer of zijnen rechtverkrijgenden altijd vrij het hoofd der onderneming recht-

chef d'entreprise, sauf le droit de celui-ci de mettre l'assureur en cause.

La victime ou ses ayants droit ont, dans tous les cas, une action directe contre l'assureur, même non agréé; leur créance est privilégiée sur tout ce qui serait dû par lui au chef d'entreprise, à raison de l'assurance.

Il n'est point dérogé aux règles ordinaires de la compétence en ce qui concerne les actions dirigées contre les assureurs non agréés.

ART. 28.

Les parties ont le droit de comparaître volontairement devant le juge de paix pour faire constater leur accord en ce qui concerne les indemnités à allouer en suite d'accidents.

L'expédition du procès-verbal constatant cet accord sera revêtue de la formule exécutoire.

ART. 29.

Lorsque la cause n'est pas en état et notamment avant l'expiration du délai prévu à l'article 6 *in fine*, le juge a toujours le droit, même d'office, d'accorder une provision à la victime ou à ses ayants droit, sous la forme d'une allocation journalière.

Les jugements allouant des indemnités temporaires ou viagères seront exécutoires par provision,

streeks te dagvaarden, behoudens het recht van dezen om den verzekeraar in de zaak te betrekken.

Het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden hebben, in elk geval, eene rechtstreeksche vordering, zelfs tegen den niet toegelaten verzekeraar; hunne schuldvordering heeft een voorrecht op alles wat door hem aan het hoofd der onderneming wegens de verzekering verschuldigd mocht zijn.

Wat betreft de rechtsvorderingen tegen de niet toegelaten verzekeraars ingesteld, wordt niet afgeweken van de gewone regelen der bevoegdheid.

ART. 28.

Partijen hebben het recht vrijwillig voor den vrederechter te verschijnen, ten einde hun akkoord aangaande de vergoedingen die mochten verleend worden ten gevolge van ongevallen, te doen vaststellen.

Het afschrift van het proces-verbaal, waarbij dit akkoord is vastgesteld, wordt uitvoerbaar verklaard.

ART. 29.

Is de zaak nog niet in staat van wijzen en inzonderheid vóór het einde van den termijn voorzien bij artikel 6 *in fine*, dan heeft de rechter altijd het recht, zelfs ambts-halve, aan het slachtoffer of aan zijne rechtverkrijgenden voorloopig eene som toe te kennen in den vorm van eene dagelijksche tegemoetkoming.

De vonnissen waarbij tijdelijke vergoedingen of vergoedingen voor het leven worden toegekend, zijn

nonobstant l'appel et sans qu'il soit besoin de fournir caution. Toutefois, lorsqu'il y aura lieu d'accorder une rente dont le capital est exigible, le juge restreindra l'exécution provisoire au paiement des arrérages; dans ce dernier cas, le juge aura la faculté d'exiger caution du chef d'entreprise, si celui-ci n'a point subrogé un assureur à ses obligations.

En cas d'exécution forcée, s'il y a lieu de constituer le capital de la rente, le juge pourra, à la diligence de tout intéressé et même d'office, désigner un curateur *ad hoc* chargé d'opérer cette constitution au moyen des fonds recouvrés.

ART. 30.

L'action en paiement des indemnités prévues par la présente loi se prescrit par trois ans.

En cas de décès présumé, la prescription court à partir de l'expiration des délais prévus à l'article 6 *in fine*.

La demande en revision des indemnités fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime, ou sur le décès de celle-ci par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre parties ou du jugement définitif.

uitvoerbaar bij voorraad, ondanks hooger beroep en zonder dat het noodig is zekerheid te stellen. Is er echter grond voor de toekenning eener rente waarvan het kapitaal kan gevorderd worden, dan beperkt de rechter de voorloopige tenuitvoerlegging tot de betaling van de vervallen rente; in dit laatste geval staat het den rechter vrij te eischen, dat zekerheid worde gesteld door het hoofd van de onderneming, zoo deze niet ten aanzien van zijne verplichtingen een verzekeraar heeft gesteld.

Bestaat er, in geval van gerechtelijke tenuitvoerlegging, aanleiding tot het vestigen van het kapitaal der rente, dan kan de rechter, op aanzoek van elken belanghebbende en zelfs ambtshalve, eenen curator *ad hoc* aanstellen, die belast zal zijn met het vestigen van dat kapitaal door middel van de geïnde sommen.

ART. 30.

De rechtsvordering tot betaling van de schadevergoedingen, bij dezewet voorzien, verjaart door verloop van drie jaren.

In geval van vermoedelijk overlijden loopt de verjaring te beginnen met het einde van de bepaalde termijnen, voorzien bij artikel 6 *in fine*.

De eisch tot herziening van vergoedingen, gegrond op eene verergering of op eene vermindering van de gebrekkelijkheid van het slachtoffer of op zijn sterven aan de gevolgen van het ongeval, kan ingesteld worden gedurende drie jaren, te rekenen van het akkoord dat tusschen partijen is getroffen of van het eindvonnis.

ART. 31.

L'action en paiement ou en revision des indemnités prévues par la présente loi ne peut, en aucun cas, être poursuivie devant la juridiction répressive; l'exercice en est indépendant de celui de l'action publique à laquelle l'accident donnerait éventuellement ouverture.

TITRE II.

Institution d'une Caisse de prévoyance de la pêche maritime.

ART. 32.

Il est institué, par la présente loi, au profit des marins naviguant à la pêche, sur bâtiment belge, une caisse de prévoyance contre les accidents de leur profession sous la dénomination de Caisse de prévoyance de la pêche maritime.

Cette caisse aura son siège à Ostende.

Elle aura pour objet d'assurer la réparation des accidents survenus dans le cours et par le fait de leur activité professionnelle, conformément au titre I de la présente loi, sous les seules dérogations du présent titre :

A. Aux pêcheurs qui, n'ayant pas de contrat d'engagement, ne tombent pas sous l'application du titre I de la présente loi, soit :

1° aux patrons-armateurs, en ce qui concerne leur risque personnel;

2° aux pêcheurs exerçant seuls et à leur profit personnel l'industrie de la pêche en mer ou dans les eaux maritimes;

ART. 31.

De eisch tot betaling of tot herziening van de bij deze wet voorziene vergoedingen kan, in geen geval, worden gebracht voor den strafrechter; de uitoefening daarvan is onafhankelijk van de uitoefening der openbare rechtsvervolgving waartoe het ongeval mocht aanleiding geven.

TITEL II.

Instelling van eene Voorzieningskas voor het zeevisschersbedrijf.

ART. 32.

Krachtens deze wet wordt, ten voordeele van de zeelieden, die op een Belgisch vaartuig ter vischvangst varen, eene voorzieningskas tegen beroepsongevallen ingesteld onder den naam van Voorzieningskas voor het zeevisschersbedrijf.

Die kas heeft haren zetel te Oostende.

Zij heeft voor doel, overeenkomstig Titel I van deze wet en alleen met de bij dezen titel gestelde afwijkingen, de vergoeding te verzekeren van de schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen overkomen in den loop en ten gevolge van hunne beroepsbedrijvigheid :

A. Aan de visschers die geene arbeidsovereenkomst hebben en niet onder toepassing vallen van Titel I van deze wet, hetzij :

1° Aan de schippers-reeders, wat betreft hunne persoonlijke gevaren ;

2° Aan de visschers die alleen en in hun persoonlijk voordeel de vischvangst uitoefenen in zee of in de zee-wateren ;

3^o aux pêcheurs indépendants travaillant en commun.

B. Aux pêcheurs qui ne tombent pas sous l'application du titre I de la présente loi et qui ne pratiquent la pêche que temporairement ou accessoirement.

C. Aux pêcheurs qui tombent sous l'application du titre I de la présente loi et qui pratiquent la pêche au service d'un patron-armateur, ou qui sont rémunérés à titre principal au moyen de parts dans le produit de la pêche et exercent leur profession à bord d'un navire ou bateau à la voile ou mixte.

Ne sera considéré comme patron-armateur aux termes du littéra C du présent article que le pêcheur qui, exerçant sa profession à bord d'un navire ou bateau, est propriétaire effectif de la moitié au moins de ce navire ou bateau, et qui n'est pas propriétaire pour le tout ou pour partie de plus d'un navire ou bateau.

ART. 33.

Les pêcheurs visés à l'article 32 seront affiliés à la Caisse sur la déclaration que fera celui qui commande le bâtiment de pêche ou, dans les cas des littéras A et B de l'article 32 sur la déclaration de l'intéressé.

L'affiliation sera obligatoire pour les pêcheurs désignés sub. littéra A dudit article.

Les pêcheurs visés à l'article 32 littéras A et B, seront immatriculés, aux fins de leur affiliation, par le commissaire maritime de leur port d'attache.

3^o Aan de onafhankelijke visschers die gemeenschappelijk werken.

B. Aan de visschers die niet onder toepassing vallen van Titel I van deze wet en die slechts tijdelijk of als bijzaak het visschersbedrijf uitoefenen.

C. Aan de visschers die onder toepassing vallen van Titel I van deze wet en die het visschersbedrijf uitoefenen in dienst van eenen schipper-reeder, of die in hoofdzaak bezoldigd worden door middel van aandeelen in de opbrengst van de visscherij en hun beroep uitoefenen aan boord van een schip of van eene boot met zeilen of met zeilen en motor.

Wordt, luidens letter C van dit artikel, slechts aanzien als schipper-reeder, de visscher die zijn beroep uitoefent aan boord van een schip of van eene boot waarvan hij, ten minste voor de helft, werkelijk eigenaar is en die niet, geheel of gedeeltelijk, eigenaar is van meer dan een schip of eene boot.

ART. 33.

De bij artikel 32 bedoelde visschers worden bij de Kas aangesloten op de verklaring van hem, die het visschervaartuijg voert of, in de gevallen van letters A en B van artikel 32, op de verklaring van den belanghebbende.

De aansluiting is uerplichtend voor de onder letter A van dat artikel aangewezen visschers.

De visschers, bedoeld bij artikel 32, letters A en B, worden, met het oog op hunne aansluiting, in het stamboek opgeschreven door den zeecommissaris hunner verblijfplaats.

ART. 34.

L'affiliation à la caisse sera facultative pour les pêcheurs résidant en Belgique qui exercent leur industrie dans les eaux maritimes sans se servir d'un navire ou bateau.

Ces pêcheurs seront immatriculés par le commissaire maritime de leur résidence.

ART. 35.

La Caisse de prévoyance de la pêche maritime jouira de la capacité juridique et pourra contracter, disposer et acquérir à titre onéreux et ester en justice, sauf les restrictions déterminées, s'il y a lieu, par arrêté royal.

La Caisse de prévoyance arrête chaque année la liste des assurés et leur classement suivant les articles 32, 33 et 34 ci-dessus; elle a le droit d'exclure celui qui ne remplit pas les conditions légales voulues pour bénéficier de l'assurance, sauf recours en dernière instance devant le juge de paix du port d'attache ou, dans le cas de l'article 34, de la résidence de l'intéressé; toutefois, le droit à l'assurance existe tant que l'affilié n'est pas exclu, à partir du jour de la déclaration faite au commissariat maritime.

ART. 36.

La caisse est alimentée à l'aide des ressources suivantes :

1° Les cotisations des proprié-

ART. 34.

De aansluiting bij de kas is niet verplichtend voor de in België verblijvende visschers die hun bedrijf uitoefenen in de zeewateren zonder zich van een schip of van eene boot te bedienen.

Die visschers zullen door den zeecommissaris hunner verblijfplaats in het stamboek worden opgeschreven.

ART. 35.

De Voorzieningskas voor het visschersbedrijf zal rechtsbevoegdheid genieten en kunnen overeenkomsten sluiten, beschikken en onder een bezwarenden titel aanschaffen en in rechten verschijnen, behoudens de beperkingen die, zoo er reden toe bestaat, bij Koninklijk besluit worden bepaald.

De Voorzieningskas stelt elk jaar de lijst vast van de verzekerden en hunner rangschikking volgens bovenstaande artikelen 32, 33 en 34; zij is gemachtigd te ontslaan al wie de vereischte wettelijke voorwaarden niet vervult om voordeel te trekken uit de verzekering, behoudens verhaal in laatste beroep bij den vrederechter van de thuishaven of, in het geval van artikel 34, van de verblijfplaats van den belanghebbende; nochtans blijft het recht op verzekering bestaan zoolang de aangeslotene niet ontslagen is, te beginnen met den dag der aangifte bij den zeecommissaris.

ART. 36.

De kas wordt in stand gehouden door middel van de volgende opbrengsten :

1° De bijdragen der eigenaars of

taires ou armateurs de bâtimens de pêche et celles des participants volontaires désignés à l'article 32 littéra B et à l'article 34;

2° Les dons et legs de particuliers;

3° Les subsides de l'Etat, des provinces, des communes et des établissemens publics;

4° Un droit sur le produit de la vente du poisson dans les minques du pays, dont le taux sera fixé par arrêté royal, sans qu'il puisse dépasser 0.25 p. c.

Ce droit sera suppléé par les acheteurs dans les minques du littoral et prélevé sur le produit de la vente du poisson dans les minques de l'intérieur. La dite taxe est exclusivement affectée à la création d'un fonds de garantie. Elle n'est perçue que pour autant que ce fonds n'atteigne pas 150,000 francs. L'arrêté royal détermine les cas dans lesquels la caisse pourra avoir recours au fonds de garantie.

Jusqu'à ce que ce fonds de garantie soit complet, des avances pourront être faites par l'Etat ou sous la garantie de l'Etat en vue d'y suppléer. Ces avances seront remboursées en dix annuités au maximum.

5° Les amendes et retenues provenant des peines disciplinaires.

ART. 37.

Les taux des cotisations par catégories sont fixés par la caisse et approuvés par arrêté royal. Ils sont établis en tenant compte de la proportion des risques inhérents à

reeders van visschersvaartuigen en de bijdragen der vrijwillige deelhbbenden, aangewezen bij artikel 32, letter B, en bij artikel 34;

2° De giften en legaten van bijzonderen;

3° De toelagen van den Staat, de provinciën, de gemeenten en de openbare inrichtingen;

4° Een recht op de opbrengst van den verkoop van visch in de mijnen des Rijks, waarvan het bedrag bij Koninklijk besluit zal worden vastgesteld zonder dat het 0.25 t. h. mag te boven gaan.

Dit recht zal in de mijnen van de kust door de koopers worden aangevuld en in de mijnen van het binnenland van de opbrengst van den verkoop van visch worden afgehouden. Gezegde taxe is uitsluitend bestemd voor de stichting van een waarborgfonds. Zij wordt alleen maar geëind zoolang dit fonds geene 150,000 frank beloopt. Het Koninklijk besluit stelt de gevallen vast waarbij de kas haren toevlucht tot het waarborgfonds zal kunnen nemen.

Zoolang dit fonds niet volledig is, kunnen voorschotten door den Staat, of onder waarborg van den Staat, worden gedaan om het aan te vullen. Die voorschotten worden in ten hoogste 18 jaarlijksche aflossingen terugbetaald.

5° De boeten en afhoudingen voortkomende van tuchtstraffen.

ART. 37.

Het bedrag der bijdragen per klas wordt door de kas vastgesteld en bij Koninklijk besluit goedgekeurd. Voor het opmaken van dit bedrag wordt rekening gehouden met de

chaque genre de pêche.

Le recouvrement de toutes les cotisations est opéré à l'intervention des receveurs des droits maritimes ou des commissaires maritimes faisant fonctions de receveur. Toutes les règles relatives au recouvrement des contributions directes seront appliquées sous les dérogations suivantes :

1° Le privilège établi par l'article 23, 1°, du Livre II du Code de Commerce s'étend aux créances de la caisse ;

2° Le rôle est formé par le receveur et rendu exécutoire par le Directeur Général de l'administration de la Marine, qui désigne les porteurs de contraintes ;

3° Les frais irrécouvrables sont supportés par la caisse ;

4° Les réclamations sont soumises au comité de la caisse qui statue. Le recours est porté devant le juge de paix compétent aux termes de l'article 35. Le juge de paix statue sur requête, sans autres formalités. Cette décision est sans recours.

En aucun cas, ni directement, ni indirectement, les cotisations des propriétaires ou armateurs ne peuvent être mises à charge des assurés.

Le non paiement de la cotisation des affiliés volontaires peut ne pas entraîner la déchéance du droit à l'assurance si le comité de la caisse de prévoyance en décide ainsi.

verhouding van de risico's die eigen zijn aan elke soort van vischvangst.

De inning van alle bijdragen geschiedt door tusschenkomst van de ontvangers der zeevaartrechten of van de zeecommissarissen welke dienst doen als ontvanger. Alle regelen aangaande de inning der rechtstreeksche belastingen worden toegepast mits de volgende afwijkingen :

1° Het voorrecht, vastgesteld bij artikel 23, 1°, van boek II van het Wetboek van Koophandel, strekt zich uit over de schuldvorderingen der kas ;

2° De rol wordt door den ontvanger opgemaakt en invorderbaar verklaard door den Algemeenen Bestuurder van het Beheer van het Zeewezen, die de dwangbevel dragers aanduidt ;

3° De oninbare kosten worden door de kas gedragen ;

4° De bezwaren worden onderworpen aan den raad der kas, die uitspraak doet. Het verhaal wordt onderworpen aan den luidens artikel 35 bevoegden vrederechter. De vrederechter beslist zonder andere formaliteiten over het verzoekschrift. Die beslissing is zonder verhaal.

In geen geval kunnen de bijdragen der eigenaars of reeders hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks ten laste van de verzekerden worden gelegd.

De nietbetaling van de bijdrage der vrijwillige aangeslotenen kan het verval van recht op de verzekering niet na zich slepen, zoo de raad der voorzieningskas er aldus over beslist.

ART. 38.

Les subsides de l'Etat, qui ne pourront excéder 50 p. c. de la cotisation, sont déterminés par arrêté royal pour chaque catégorie d'affiliés.

ART. 39.

La réparation a lieu même pour les pêcheurs non soumis au titre I de la présente loi, sur les bases fixées par les articles 4 à 7, 12 et 13, étant entendu que la Caisse de prévoyance peut agir en justice comme partie en cause dans les différends relatifs aux conséquences d'un accident.

ART. 40.

Pour les pêcheurs qui ne tombent pas sous l'application du titre I, le gain servant de base à la fixation des indemnités s'entend du bénéfice moyen réalisé par la victime dans l'industrie de la pêche au cours des deux années qui ont précédé l'accident.

Pour les pêcheurs occupés depuis moins de deux années dans l'industrie de la pêche, le gain doit s'entendre du bénéfice qui a été réalisé, augmenté du bénéfice moyen des pêcheurs de la même catégorie pendant la période nécessaire pour compléter les deux années.

Lorsque le gain annuel moyenné passe 2,400 francs, il n'est pris en considération pour la fixation des indemnités qu'à concurrence de cette somme.

ART. 38.

De toelagen van den Staat, die niet 50 t. h. van de bijdrage mogen overtreffen, worden voor elke klas aangeslotenen bij Koninklijk besluit vastgesteld.

ART. 39.

De schadeloosstelling gebeurt zelfs voor de visschers die niet onderworpen zijn aan Titel I van deze wet, op de grondslagen vastgesteld bij artikelen 4 tot 7, 12 en 13 met dien verstande dat de voorzieningskas als betrokken partij in rechte mag handelen in de geschillen betreffende de gevolgen van een ongeval.

ART. 40.

Voor de visschers, de niet onder toepassing vallen van Titel I, wordt onder de verdienste, die tot grondslag dient voor de vaststelling van de vergoedingen, de gemiddelde winst verstaan welke door het slachtoffer in het visschersbedrijf werd verwezenlijkt tijdens de twee jaren die aan het ongeval voorafgingen.

Voor de visschers die het visschersbedrijf uitoefenen sedert minder dan twee jaar, hoeft onder verdienste verstaan de werkelijke, verwezenlijkte winst, vermeerderd met de gemiddelde winst der visschers van dezelfde klas gedurende den termijn die noodig is om de twee jaren te volledigen.

Zoo de gemiddelde jaarlijksche verdienste 2,400 frank overtreft, wordt zij slechts tot het bedrag van die som in aanmerking genomen voor de bepaling van de vergoedingen.

Le gain annuel servant de base à l'indemnité ne sera jamais inférieur à 900 francs.

Le gain quotidien moyen s'obtient en divisant par 365 le chiffre du gain annuel déterminé conformément aux dispositions qui précèdent.

ART. 41.

En matière de responsabilité civile, les articles 21, 22 et 23 du titre I sont également applicables aux marins-pêcheurs *qui ne tombent pas sous l'application de ce titre*, sous la réserve que l'indemnité incombe à la Caisse de prévoyance qui pourra éventuellement bénéficier de l'exonération prévue au paragraphe 4 *in fine* de l'article 21 et intenter l'action contre les tiers responsables.

ART. 42.

Tout accident survenu à un marin-pêcheur *qui ne tombe pas sous l'application du titre I*, doit être déclaré par la victime ou par ses ayants droit au commissaire maritime ou à l'agent consulaire, conformément à l'article 24 de la présente loi. Toutefois, les sanctions de l'article 25 ne sont pas applicables.

ART. 43.

La procédure instituée par le titre I de la présente loi est applicable aux pêcheurs *qui ne tombent pas sous l'application de ce titre*, sous cette réserve que la Caisse de prévoyance comparaît devant le juge de paix comme partie en cause.

De jaarlijksehe verdienste, die tot grondslag van de vergoedingen moet dienen, zal nimmer minder dan 900 frank bedragen.

De gemiddelde dagelijksehe verdienste wordt verkregen door het cijfer van de jaarlijksehe verdienste, overeenkomstig de voorgaand eschikkingen bepaald, te deelen door 365.

ART. 41.

In zake burgerlijke aansprakelijkheid zijn artikelen 21, 22 en 23 van titel I mede toepasselijk op de zeevisschers *die niet onder de toepassing van dezen titel vallen*, onder voorbehoud dat de vergoeding ten laste valle van devoorzieningskas die, des gevallend, nut kan trekken uit de vrijstelling voorzien bij paragraaf 4 *in fine* van artikel 21 en tegen verantwoordelijke derden rechtsoordering kan instellen.

ART. 42.

Elk ongeval dat overkomt aan eenen zeevisscher *die niet onder de toepassing valt van titel I*, moet door het slachtoffer of zijne rechtverkrijgenden aangegeven worden bij den zee-commissaris of den consulaire ambtenaar, overeenkomstig artikel 24 van deze wet. Niettemin zijn de bij artikel 25 voorziene straffen niet toepasselijk.

ART. 43.

De rechtspleging, ingesteld door Titel I van deze wet, is toepasselijk op de visschers *die niet onder de toepassing van dezen titel vallen*, onder dit voorbehoud dat de voorzieningskas als betrokken partij voor den vrederechter verschijne.

Les peines prévues à l'article 25 sont applicables aux personnes visées à l'article 32 littera A de la présente loi, qui ne se seront pas fait immatriculer au commissariat maritime, dans le délai à déterminer par arrêté royal.

ART. 44.

Il y aura un comité de la Caisse de prévoyance de la pêche maritime, composé de six membres et d'un président qui sera le gouverneur de la province.

Les six membres du comité, dont un armateur et trois marins-pêcheurs, sont nommés par le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes, pour quatre ans, la première moitié étant, au sort, renouvelée après deux ans.

Un arrêté royal déterminera, sous réserve des dispositions qui précèdent, les statuts de la caisse ainsi que l'organisation pratique et le mode de fonctionnement du comité. Les frais du comité seront à charge de l'État.

TITRE III.

Dispositions diverses.

CHAPITRE I.

DISPOSITIONS FISCALES.

ART. 45.

Sont exempts du timbre et du droit de greffe et sont enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement, tous les actes volontaires et de juridiction

De bij artikel 25 voorziene straffen zijn toepasselijk op de personen bedoeld bij artikel 32, letter A, van deze wet, die zich door den zeecommissaris niet hebben laten in het stamboek opschrijven binnen den bij Koninklijk besluit te bepalen termijn.

ART. 44.

Er zal een raad van de voorzieningskas voor het zeevisschersbedrijf bestaan, samengesteld uit zes leden en uit eenen voorzitter, die de gouverneur der provincie zal wezen.

De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen benoemt voor vierjaar de zes leden van den raad, waaronder een reeder en drie zeevisschers moeten zijn; de eerste helft wordt, bij uitloting, na twee jaar hernieuwd.

Een Koninklijk besluit zal, onder voorbehoud van voorgaande bepalingen, de statuten der kas vaststellen alsmede de practische inrichting en de wijze van werken van den raad. De kosten van den raad vallen ten laste van den Staat.

TITEL III.

Verschillende bepalingen.

HOOFDSTUK I.

FISCALE BEPALINGEN.

ART. 45.

Worden vrijgesteld van zegel en van griffierecht en kosteloos geregistreerd, zoo zij aan de formaliteit der registratie zijn onderworpen, alle vrijwillige acten alsook de

graciense relatifs à l'exécution de la présente loi.

ART. 46.

Sont délivrés gratuitement tous certificats, actes de notoriété et autres dont la production peut être exigée, pour l'exécution de la présente loi, par la Caisse générale d'épargne et de retraite, par les caisses communes d'assurance agréées et par la caisse de prévoyance instituée par l'article 32 de la présente loi.

CHAPITRE II.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

ART. 47.

Indépendamment des attributions qui lui sont dévolues par la présente loi, la commission des accidents du travail instituée par l'article 34 de la loi du 24 décembre 1903 délibérera sur toutes les questions qui pourront lui être soumises de commun accord par le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes et Télégraphes et le Ministre de l'Industrie et du Travail au sujet de l'application de la présente loi.

ART. 48.

La Caisse générale d'épargne et de retraite est autorisée à traiter des opérations d'assurance contre les risques d'accidents prévus par la présente loi.

Les conditions générales ainsi que les tarifs de ces assurances seront approuvés par arrêté royal.

acten van vrijwillige rechtspraak, die de uitvoering van deze wet betreffen.

ART. 46.

Worden kosteloos afgeleverd : alle getuigschriften, acten van bekendheid en andere acten waarvan de overlegging, voor de uitvoering van deze wet, door de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas, door de toegelaten gemeenschappelijke kassen van verzekering en door de voorzieningskas, ingesteld bij artikel 32 van deze wet, kan worden geëischt.

HOOFDSTUK II.

ALGEMEENE BEPALINGEN EN OVERGANGSBEPALINGEN.

ART. 47.

Onafhankelijk van de ambtsbevoegtheden haar bij deze wet opgedragen, zal de commissie voor de arbeidsongevallen, ingesteld bij artikel 34 der wet van 24 December 1903, beraadslagen over alle vragen die haar door den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafen en door den Minister van Nijverheid en Arbeid in gemeen overleg worden voorgelegd en de toepassing van deze wet betreffen.

ART. 48.

De Algemeene Spaar- en Lijfrentkas wordt gemachtigd verzekeringen aan te gaan tegen het gevaar van ongevallen, bij deze wet voorzien.

De algemeene voorwaarden, alsmede de tarieven van deze verzekeringen worden bij Koninklijk besluit goedgekeurd.

ART. 49.

Les polices d'assurance antérieures de six mois à la date de la mise en vigueur de la présente loi et relatives aux risques d'accidents de travail faisant l'objet de la présente loi, pourront, dans le délai d'un an à dater de sa mise en vigueur, être dénoncées par l'assureur ou l'assuré, soit au moyen d'une déclaration écrite dont il sera donné reçu, soit par un acte extra-judiciaire.

Cette dénonciation ne sortira ses effets qu'à partir de la mise en vigueur de la loi, sauf convention contraire; elle ne donnera lieu à aucune indemnité.

ART. 50.

La présente loi ne sera applicable que six mois après la publication du dernier des arrêtés royaux qui doivent en régler l'exécution.

Ces arrêtés seront pris dans le délai d'un an à partir de la publication de la loi.

ART. 51.

Tous les trois ans, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution de la présente loi.

CHAPITRE III.

DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES.

ART. 52.

En cas d'application de la présente loi, les dispositions des articles 102, 103, 104 et 105 du livre II du code

ART. 49.

De overeenkomsten van verzekering, gesloten zes maanden vóór het in werking treden van deze wet en betrekking hebbende op het gevaar van arbeidsongevallen waarop deze wet van toepassing is, kunnen, binnen een jaar, te rekenen van haar in werking treden, door den verzekeraar of door den verzekerde worden opgezegd, hetzij bij schriftelijke verklaring, waarvan een ontvangbewijs wordt afgegeven, hetzij bij buitengerechtelijke akte.

Deze opzegging zal eerst van toepassing zijn na het in werking treden van deze wet, tenzij het tegendeel is bedongen; zij geeft geen aanleiding tot eenige vergoeding.

ART. 50.

Deze wet zal eerst van toepassing zijn zes maanden na de afkondiging van het laatste der Koninklijke besluiten die hare uitvoering moeten regelen.

Deze besluiten zullen genomen worden binnen één jaar, te rekenen van de afkondiging der wet.

ART. 51.

Om de drie jaren doet de Regering verslag aan de Kamers over de uitvoering van deze wet.

HOOFDSTUK III.

AANVULLENDE BEPALINGEN.

ART. 52.

In geval deze wet wordt in voege gebracht, zullen de bepalingen van artikelen 102, 103, 104 en 105 van

de commerce ne seront applicables qu'en ce qui concerne le rapatriement.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes et Télégraphes,*

Boek II van het Wetboek van Koophandel slechts toepasselijk zijn wat de terugreis betreft.

*De Minister van Spoorwegen,
Zeewezen,
Posterijen en Telegrafen,*

PAUL SEGERS.

